



100 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1781 LUNDI 15 JUILLET 2013

ROUTE NATIONALE N°1 Des essais jugés concluants sur le tronçon Dolisie-Brazzaville

Les travaux de construction du deuxième module de la route nationale n°1 qui reliera, à terme, les deux métropoles du Congo (Brazzaville et Pointe-Noire) s'exécutent au rythme souhaité par le gouvernement congolais.

Une mission d'inspection, conduite par le ministre de l'Aménagement du territoire, de la délégation aux Grands travaux, Jean-Jacques Bouya, vient de passer en revue la route et ses différents ouvrages.

« Nous sommes satisfaits de l'état d'avancement des travaux, nous tenons les délais de façon qu'en mai ou juin 2015, l'ouvrage soit livré », a dit Jean-Jacques Bouya, ajoutant que les essais réalisés se révèlent concluants.

Page 3

MATERNITÉ PRÉCOCE

Des grossesses d'adolescentes de plus en plus fréquentes à Djambala et Gamboma

La Représentation du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) au Congo se montre très préoccupée par les grossesses précoces des adolescents à Djambala et Gamboma, dans le département des Plateaux.

Selon des statistiques du premier trimestre dans ces deux localités qui couvrent 80% de la population, 209 cas d'accouchement ont été enregistrés chez les adolescentes, soit huit grossesses des jeunes filles de 10 à 11ans contre 201 chez celles âgées de 15 à 19 ans. « J'ai été choqué avec un sentiment très profond de voir des jeunes filles qui ne devaient pas être encore des mamans le devenir. Elles seraient encore sur le banc de l'école ou dans les écoles d'apprentissage pour préparer leur avenir », a déclaré le représentant du Fnuap, Laurent Assogba lors d'un focus organisé à l'occasion de la Journée mondiale de la population.

Page 7

ÉDITORIAL

Web

Page 2

9^e édition du Fespam

Pensée pour Nelson Mandela



Yvonne Chaka Chaka sur scène à l'ouverture du Fespam

La chanteuse Sud-africaine, Yvonne Chaka Chaka désignée marraine, la neuvième édition du Festival Panafricain de musique est dédiée à l'icône de la lutte anti apartheid, Nelson Mandela, au chevet de qui son pays tout entier veille alors qu'il

lutte contre la mort depuis plus d'un mois. « Pensée pour Madiba », tel a été l'appel du ministre de la Culture et des arts, Jean-Claude Gakosso, peu avant le lancement de la semaine des spectacles, samedi, par le président de la République, Denis

Sassou N'Gusso, en présence de la Directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova. Cette fois, le mythique stade Eboué, situé en plein cœur de Poto-Poto, la plus ancienne cité urbaine de Brazzaville, a contenu des milliers de spectateurs en-

thousiastes, conjurant ainsi le mauvais sort de 2011. En effet, à l'ouverture de la dernière édition, sept personnes avaient trouvé la mort dans des bousculades. Une minute de silence a même été observée en mémoire de ces victimes.

Page 16

ÉDUCATION

L'Unesco appuie la formation de 3000 enseignants congolais

Ce projet de grande envergure va s'exécuter pendant dix-huit mois, en partenariat avec les ministères congolais en charge de l'éducation, pour un coût estimé à 1,3 mil-

lions de dollars. La directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, qui a lancé solennellement cette opération, le 13 juillet à Brazzaville, a invoqué la nécessité de donner à l'en-

seignement une valeur à la hauteur de son importance sociale.

« L'Unesco va soutenir ce projet en puisant dans son fonds d'urgence », a-t-elle

indiqué, encourageant par ailleurs l'État congolais à poursuivre son action dans ce domaine en mobilisant plus de ressources.

Page 8

ÉDITORIAL

Web

Avant été l'une des premières entreprises congolaises à fonder sa croissance sur une utilisation intensive du réseau Internet, nous nous devons de coller aux développements que les nouvelles technologies de la communication autorisent. Et c'est pourquoi nous avons le plaisir, aujourd'hui, d'offrir à nos lecteurs deux sites au design et au contenu modernisés qui nous permettront d'accroître fortement notre audience : l'un dédié à notre quotidien *Les Dépêches de Brazzaville* et à ses différentes éditions, l'autre consacré à l'Agence d'information d'Afrique centrale dont les activités dans le domaine de l'information, de l'art et de la culture ne cessent de se multiplier.

Il est clair que le développement du web, loin d'affaiblir les organes d'information traditionnels comme certains le prédisaient, il n'y a pas si longtemps, a donné à ces outils de la communication moderne une puissance plus grande encore. Pour la presse écrite, notamment, Internet a comblé le fossé qui s'était creusé à l'origine entre les journaux et les médias audiovisuels. Plus le temps passe, en effet, et plus les premiers développent sur leurs sites des applications audiovisuelles que les internautes apprécient car elles sont fondées sur une collecte exhaustive de l'information. Que ceux qui en doutent, si du moins il y en a parmi nos lecteurs, aillent donc voir sur le site de l'Agence d'information d'Afrique centrale les images fixes et animées qui illustrent ses dépêches.

La révolution technologique à laquelle nous prenons soin de nous adapter en permanence abolit le temps et l'espace de telle façon que désormais nos lecteurs, où qu'ils vivent, où qu'ils travaillent, où qu'ils voyagent, peuvent demeurer en contact permanent avec le Congo et plus généralement avec le Bassin du Congo. Une proximité qui explique pourquoi *Les Dépêches de Brazzaville* sont de plus en plus lues, écoutées, entendues jusque, et y compris, dans les capitales les plus lointaines du globe.

La technologie progressant sans cesse, il va de soi que le pas important franchi par notre groupe de presse, ce lundi 15 juillet 2013, n'est ni le dernier ni le plus important. Tout simplement parce que de nouveaux moyens de communication s'imposent sur le marché mondial et que, bien sûr, nous ne pouvons pas les ignorer. C'est ainsi que nous allons maintenant plonger dans l'univers foisonnant des tablettes, i.phones, i.pads et autres outils que nos lecteurs utilisent et utiliseront de plus en plus.

Conclusion : vous qui nous lisez à toute heure du jour et de la nuit, soyez assurés que notre mutation est loin d'être achevée.

Les Dépêches de Brazzaville

TRANSPORT AÉRIEN

L'aéroport d'Ollombo intègre les activités aéronautiques communautaires

La décision, qui prend effet à compter du 1er janvier prochain, a été prise à l'issue de la 55e réunion du comité des ministres de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna), qui vient de se tenir à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire.

Après avoir entendu le rapport du directeur général de l'Asecna, le comité des ministres a félicité le Congo pour la mise aux normes OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) de l'aérodrome d'Ollombo ainsi que pour la mise à disposition de la communauté d'un nouveau bloc technique et d'une centrale électrique sur l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville. « *Le comité des ministres décide d'inscrire l'aérodrome d'Ollombo à l'annexe 3 de la convention de l'Asecna fixant la liste des aérodromes mentionnés à l'article 2 de ladite convention, à compter du 1er janvier 2014* », peut-on lire dans le communiqué final.

Il a, par ailleurs, demandé à la direction générale de l'Asecna de réaliser une étude relative à l'impact financier à moyen terme sur le budget de l'agence, de l'intégration des nouveaux aérodromes aux activités communautaires ainsi que des aérodromes qui ont déjà été intégrés depuis trois

ans, et de lui rendre compte lors de sa prochaine session, prévue en juillet 2014, à Niamey au Niger.

Concernant les redevances aéronautiques, le comité a décidé du maintien au titre du budget 2014 des taux actuels liés aux activités communautaires appliqués par l'Asecna. S'agissant de l'adhésion des États à la Convention relative à l'Asecna signée le 28 avril 2010, le comité, ayant noté l'intérêt manifesté par plusieurs pays pour adhérer à cette organisation, a donné un accord de principe pour examiner au cas par cas la situation des États concernés sur la base d'une étude approfondie. Les ministres ont, par ailleurs, demandé que soit vérifiée, au préalable, une mise aux normes OACI des installations des États concernés ainsi que les effectifs qualifiés requis, en particulier des contrôleurs.

L'Asecna : 50 ans d'existence avec 17 pays africains membres !

Au cours de ces assises, le président sortant de cette instance, le ministre d'État, ministre des Transports et des télécommunications de la Guinée-Bissau, Orlando Mendes Viegas, a passé le témoin à Gaoussou Touré, ministre des Transports de la Côte d'Ivoire, élu pour un mandat d'un an. À l'ouverture des travaux, le Premier ministre de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan, déclarait : « *Il y a plus de 50 ans,*

les pionniers de l'aviation civile en France et en Afrique ont donc su anticiper cette évolution en créant l'Asecna, à laquelle nombre de pays ont confié la gestion de leurs espaces aériens. Plus d'un demi-siècle après, nous devons reconnaître que l'Asecna, qui regroupe aujourd'hui 17 pays africains membres, a rempli sa mission au-delà de nos espérances. »

Il avait également mis en exergue les défis qui attendent l'Asecna au cours des prochaines années. Le premier est lié à la sûreté. En effet, a-t-il souligné, le continent africain est progressivement devenu le lieu de prédilection de groupes terroristes de toutes natures qui sèment la mort et la désolation depuis la Corne de l'Afrique jusqu'au désert d'Afrique du Nord, en passant par le Sahel. Selon lui, ces groupes constituent de véritables menaces pour l'aviation civile sur le continent.

Quant au second défi, il est lié à l'évolution technologique et à la volonté des États de s'équiper en réceptifs aéroportuaires performants. Soulignons que la délégation congolaise à cette rencontre était conduite par le ministre d'État, ministre des Transports, de l'aviation civile et la marine marchande, Rodolphe Adada.

Parfait-Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Genvais Kitina, Thierry Nounougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali
Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpara

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Adhis
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Soré Moubélé Ngonu

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Soré Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

ROUTE NATIONALE N°1

Le tronçon Dolisie-Brazzaville sera livré en juin 2015

Lancés en mai 2011, les travaux de construction de la route nationale n°1, sur le tronçon Dolisie-Brazzaville, avancent à un rythme satisfaisant. L'ouvrage unanimement apprécié par une délégation d'inspection conduite par le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation aux Grands travaux, Jean-Jacques Bouya, les 9 et 10 juillet, sera livré au mois de juin 2015.

Accompagné des experts de la mission de contrôle, des parlementaires, le ministre Jean-Jacques Bouya a visité l'ensemble du tronçon et il en est sorti satisfait. Et pour cause, à ce jour, d'après les données techniques recueillies sur l'état d'avancement des travaux au 30 juin, 24 grands ouvrages d'art sont déjà réalisés sur les 28 prévus.

Parmi les grands ponts achevés, on note le pont sur le Djoué, long de 92 m, situé à 75 km de la route nationale n°2; le pont sur la Loudima à côté de la gare de la localité éponyme, long de 60m, ainsi que trois ponts routes-rails. Dans le même registre, plus de 430 dalots sont déjà posés sur les 486 prévus sur ce tronçon.

En termes d'assainissement, environ 165 km sont réalisés. Le terrassement est déjà amorcé sur 247 km alors que la couche de fondation tient sur 124 km et la couche de base est effectuée sur 5 km, près de Dolisie.

De l'avis des techniciens, d'ici à décembre 2013, plus de 40 km seront entièrement bitumés.

« Nous sommes satisfaits de l'état d'avancement des travaux, nous tenons les délais de façon qu'en mai ou juin 2015, l'ouvrage soit livré », s'est réjoui le



Une partie de la route terrassée près de Mindouli

ministre Jean-Jacques Bouya. Mêmes propos du côté de la mission de contrôle, Egis international. « Nous avons réalisé des essais qui se sont révélés concluants. Nous sommes donc satisfaits pour l'instant de l'état d'avancement des travaux et tenons au respect des délais », a déclaré le chef d'agence de la mission de contrôle, Vincent Garnier.

6000 voitures contre 3000 prévues

Prévue pour 3000 voitures par jour, la route nationale n°1, rien que sur le tronçon Pointe-Noire-Dolisie, fait à présent 6000 voitures par jour au point qu'elle est passée de route de type T3 au type T4. En d'autres termes, cette route obéit aux normes internationales : 5cm d'épaisseur de revêtement en béton bitumineux

; 12 cm d'épaisseur de grave bitume ; 20 cm d'épaisseur de grave concassée et 25 cm de couche de fondation. Cofinancés par le Congo et la Chine, le tronçon Dolisie-Brazzaville et le tronçon Pointe-Noire Dolisie se réalisent par la société China State Construction Engineering Corporation pour un montant initial de 665.975.257 FCFA auquel il faut ajouter un montant de travaux de renforcement évalué à 176.260.000.000 FCFA.

Les autres infrastructures routières visitées

Hormis la route nationale, la délégation a visité plusieurs autres chantiers parallèles : le pont sur le Niari en construction, long de 103 m, reliant Madingou-Mabombo-Sibiti et Kingoué, pour un mon-

tant de 5,5 milliards ; la route Loudima-Sibiti (85 km) en pleine réhabilitation par la société Escom, pour un montant de 32 milliards et la route Sibiti-Mapati-Zanaga en construction, sur son premier tronçon jusqu'au village Ibé, dans le département de la Lékoumou.

Dans le département du Kouilou, la délégation a visité le pont sur le Kouilou où sont engagés des travaux de réhabilitation. Considéré actuellement comme le plus grand pont du Congo avec ses 400 m de long, l'ouvrage est profondément détérioré. Il faut signaler que cette visite a débuté au village Yié, à 50 kilomètres au nord de Brazzaville. Ce point représente la jonction entre les deux routes nationales.

Firmin Oyé



Jean Jacques Bouya visitant la couche de base près de Dolisie

LE FAIT DU JOUR

FOMAC: attention aux coups bas !

La Centrafrique est exsangue, en proie aux troubles; elle a besoin d'aide, chacun le sait. Chacun sait aussi que cette situation ne date pas de la prise du pouvoir par les rebelles de la Seleka le 24 mars dernier. Même sous le régime de l'ex-président François Bozizé, tombeur en 2003 de son prédécesseur, le défunt Ange-Félix Patassé, la déliquescence dans laquelle continue de voguer l'État de Centrafrique, en cours plusieurs années auparavant, était loin d'être résorbée. C'est pour cette raison que les troupes d'Afrique centrale stationnent dans ce pays depuis dix ans. Le but étant d'y faire revenir la quiétude et, à terme, de rendre à la Centrafrique sa capacité à rétablir ses équilibres fondamentaux, l'aider à recouvrer la pleine souveraineté de son territoire.

Du tableau peint quatre mois après le énième coup d'État survenu dans

le pays de Barthélémy Boganda, le chemin vers la réalisation de cet objectif sera long et semé d'embûches. De nombreux défis devront, en effet, être relevés, à commencer par celui de la sécurité civile, qui commande tous les autres et fait craindre le retour à la case départ. Pays ravagé par une longue crise, la Centrafrique a vécu les événements du 24 mars comme la rupture d'une digue, avec les ravages que cela provoque souvent en période de crue.

Selon des témoignages qui restent à authentifier, au lendemain du putsch, les effectifs de la Seleka auraient littéralement explosé passant de près de 7.000 à un peu plus de 20.000 hommes. Une déferlante constituée, entre autres, de milices perdues, aux obédiences religieuses douteuses, venues de pays frontaliers et bien au-delà. Naguère voués aux trafics en tous genres dans la zone plus qu'incontrôlée du Sahel,

ces miliciens ont fondu sur la Centrafrique en essaims. Ce qui expliquerait la violation à grande échelle des droits humains à travers des tueries, des viols et pillages impunis du fait de l'absence d'une autorité capable de faire régner l'ordre dans le pays. Les premières victimes de ces exactions sont des femmes, des enfants sans protection et qui demeurent vulnérables.

Faire régner l'ordre, telle est, au risque de nous répéter, la mission assignée aux unités dépêchées par les pays de la sous-région. Il paraît cependant qu'entre eux, en plus de s'épier mutuellement, les contingents envoyés en Centrafrique dans le cadre de la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC) seraient confrontés à un phénomène qui, s'il est vérifié, pourrait retarder l'application de la feuille de route sur la sortie de crise. Des miliciens désarmés lors d'opérations dédiées à la

démobilisation trouveraient chaque fois le moyen d'être réarmés en sourdine par certaines forces, rendant improbable la fin de cette mission indispensable au retour de la paix civile.

Il faut peut-être prendre de telles informations avec la plus grande prudence. Elles sont graves au regard des efforts consentis par l'Afrique centrale et les partenaires extérieurs engagés dans le processus de paix en Centrafrique. Mais si ces témoignages ne relèvent pas exclusivement des fantasmes de citoyens traumatisés par de longues années de démission des pouvoirs publics à Bangui, ils méritent d'être pris en compte pour aider au succès de la mission de la FOMAC.

Une mission difficile, certes, mais pas impossible.

Gankama N'Siah



Institut Supérieur
de Technologie
d'Afrique centrale

L'IST-AC Pointe-Noire RECRUTE

Poste

L'Institut Supérieur de Technologie d'Afrique Centrale (IST-AC) de Pointe-Noire, école d'enseignement technique et supérieur de référence en Afrique Centrale, cherche actuellement à recruter un enseignant en Automatismes ou en Génie Electrique ou en Maintenance ou en Mécanique, de niveau Bac +3 ou plus. Le contrat proposé est un contrat de vacation.

Missions

Le temps de travail sera réparti entre des activités d'enseignement de cours, TP et TD, de développement de laboratoire, et de prestation de service en milieu industriel.

Le candidat enseignera à un niveau Bac +2 (BTS en Maintenance Industrielle français). Il abordera les aspects scientifiques et techniques de la discipline.

Profils requis

Maitrise technique, rigueur, aptitudes au travail en équipe et qualités d'éducateur sont exigées.

Contact

Les CVs et lettre de motivation sont à déposer par mail ou sur papier avant le lundi 02 septembre 2013 auprès de :

Mme Ginette GOMBISSA - info.pnr@ist.ac

Base Total E&P Congo, Km4 - BP 781 - Pointe-Noire

Tél : 00 242 05 524 59 55



AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre du projet « Renforcement des capacités de la société civile congolaise afin d'améliorer durablement l'accès aux soins, à l'eau potable et à l'assainissement dans le département de la Likouala, par la formation aux premiers secours et santé à base communautaire (PSSBC) » mis en œuvre conjointement par la Croix-Rouge Congolaise et la Croix-Rouge française avec le soutien financier de la Délégation de l'Union Européenne au Congo, un appel à candidatures est lancé pour le recrutement d'un personnel au poste suivant :

-Un(e) (1) Coordinateur (trice) de projet

-Un(e) (1) Responsable socio-communautaire

Lieu d'affectation du poste : IMPFONDO - LIKOUALA, avec des déplacements fréquents dans les districts de Dongou et de Liranga.

Les termes de référence du poste sont à retirer du 11 au 24 juillet 2013, de 9h30 à 16h30, au Secrétariat Général de la Croix Rouge Congolaise, sise 8, rue Lucien Fourneau, Brazzaville, en face des Ministères de la Santé et de la Fonction Publique.

Pour être complets, les dossiers de candidatures devront être composés de : curriculum vitae, lettre de motivation, copie légalisée des diplômes, certificat de travail délivrés par les précédents employeurs, extrait de casier judiciaire, extrait d'acte de naissance, certificat de nationalité, certificat médical (du service d'hygiène ou de l'ONEMO), photocopie éventuelle du permis de conduire A (moto)

Les dossiers de candidatures doivent être déposés sous enveloppe fermée et porter : soit la mention « Recrutements ANEAL LIKOUALA - Coordinateur de projet », soit la mention « Recrutements ANEAL LIKOUALA - Responsable socio-communautaire » et adressés au Coordinateur RH, Croix-Rouge Française.

Les dossiers devront être déposés à l'adresse ci dessus, au plus tard le jeudi 25 juillet 2013 à 16h00.



Récompense des 1^{ers} heureux gagnants du Jeu Airtel FOOTBALL PASSION

Une fois de plus, les abonnés Airtel ont fait confiance au plus grand réseau du Congo et ont participé massivement à travers tout le Congo à ce nouveau concept nommé « Airtel Football Passion ».

Les samedi 22 Juin, 29 Juin et 6 Juillet 2013, la société Airtel Congo a procédé à la remise officielle des gagnants des trois (03) premiers tirages du jeu promotionnel Airtel Football Passion. La cérémonie de remise s'est déroulée dans les locaux de la chaîne de télévision DRTV en direct à 20 h 15 et diffusée à travers tout le Congo. La remise des gains journaliers et hebdomadaires s'est déroulée sous la responsabilité de Maître MASSAMBA, huissier de Justice qui de par son rôle veille à la régularité et la transparence de ce jeu Airtel FOOTBALL PASSION, un concept nouveau uniquement à Airtel, le plus grand réseau au Congo et le 4^e opérateur de téléphonie mobile au monde. L'innovation de cette promotion est le fait que le Top gagnant de la semaine est tiré au sort et gagne automatiquement 1 000 000 FCFA, ensuite il participe à un show Télé où il s'essaie à des tirs de penalty et à chaque but marqué, l'abonné gagne un bonus de 1000 000 FCFA jusqu'à 5000 0000 FCFA.



Maître Massamba, huissier de justice



La présentatrice du show TV & Le Responsable Marketing Communication de Airtel



Le gagnant IYEFA BOONGA NONO en action de tir de penalty et...



...en train de rendre témoignage après son gain de 1 million FCFA

FORMATION

Les CEFA bientôt opérationnels

En construction à Brazzaville, Pointe-Noire et Ouesso, les Centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (Céfa) ont vocation à créer des emplois dans les secteurs porteurs.

Le chef de service de la coordination de la direction générale de l'Administration scolaire du ministère de l'Enseignement technique, Casimir Olere, a rappelé cet objectif le 12 juillet à Brazzaville, au cours d'une assemblée générale réunissant les représentants des entreprises et des ministères concernés.

Ces centres doivent promouvoir le Pôle emploi et initier les Congolais à la main-d'œuvre qualifiante. À travers cette initiative, le ministère de l'Enseignement technique entend prendre en charge les désœuvrés afin de les former aux métiers de services, de bureau et dans l'agroforesterie. Ce projet permettra, grâce à ce nouveau dispositif de formation, de réduire la main-d'œuvre étrangère au Congo. C'est dans cette perspective que les Céfa travailleront en synergie avec les structures chargées de la partie technique de la formation.

À cet effet, un Réseau d'entreprises pour la formation en alternance (Refa) a été créé en vue d'appuyer le ministère de l'Enseignement technique dans le cadre de la formation des apprenants.

Au bout de deux années de formation, le Céfa octroiera un certificat d'aptitude professionnelle aux apprenants, ainsi que des kits en guise d'encouragement. Structurées à la manière des directions scolaires, ces écoles, en partenariat avec les entreprises, attribueront les stages aux élèves pour plus d'efficacité.

« Le niveau exigé est la classe de quatrième. Ces jeunes pourront soit être recrutés par le Refa, soit prendre un contrat d'apprentissage afin qu'ils soient retenus par l'entreprise en charge de leur formation », a affirmé Casimir Olere, avant de poursuivre : « Les effectifs seront très réduits, 24 apprentis par filière, car ce quota permettra de travailler dans de bonnes conditions, en liant la théorie à la pratique. »

Casimir Olere a profité de l'occasion pour lancer un appel aux spécialistes en coiffure esthétique, en hôtellerie et en coupe et couture pour déposer leur candidature afin de mêler toutes les compétences.

Au terme de la séance, les participants ont procédé à l'élection des membres du bureau de la coordination du Refa. Celui-ci est constitué d'un coordonnateur et de son adjoint, ainsi que de deux techniciens.

Josiane Mambou-Loukoula

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Les étudiants formés à de nouveaux logiciels

La nouvelle édition de Java édition entreprise (EE7) a été dévoilée aux étudiants congolais le 12 juillet à Brazzaville. Lancée par JCertif, cette version est une plateforme de programmation de logiciels utiles aux sociétés de téléphonie mobile

Avec Java EE7, les développeurs, programmeurs, concepteurs et architectes en informatique vont découvrir de nouveaux outils de gestion leur permettant de créer des programmes adaptés aux besoins actuels des entreprises. « Chaque fois qu'une nouvelle technologie sort, JCertif s'organise pour pouvoir l'apporter à Brazzaville afin que les jeunes informaticiens s'imprègnent des dernières nouveautés », a déclaré le président de JCertif International, Max Bonbhel. Selon lui, l'économie numérique dynamise le monde d'aujourd'hui, car aucun pays, pour son émergence, ne pourrait se passer des nouvelles technologies. Le secteur exige de ce fait des utilisateurs compétents et compétitifs. Pour accompagner les jeunes, JCertif, en partenariat avec la société de téléphonie mobile Warid Congo, a mis en place un projet dénommé Warid Lab. Pendant six

mois, les jeunes seront formés en entrepreneuriat. Pour participer au challenge, les jeunes ayant des profils différents doivent se constituer en groupes de quatre. L'inscription se fait sur le site Jcertif.com. La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 20 juillet. « Nous nous intéressons aux programmeurs et développeurs. Le meilleur projet proposé intégrera le Lab où toutes les conditions sont réunies pour permettre à ces jeunes de réaliser leur rêve », a rassuré le responsable du

projet Warid Lab, Clid Yoka Awa. Affilié à Oracle, créateur de la plate-forme Java, JCertif est une organisation indépendante dont l'objectif est de promouvoir l'innovation à travers les technologies de l'information et de la communication, notamment dans les pays émergents. Après le Congo, le tour viendra aux jeunes du Cameroun et de la RDC de recevoir ces formations.

Lopelle Mhoussa-Gassia



Les jeunes lors du lancement de Java EE7. (© DR)

COOPÉRATION

Le Brésil octroie 524 tonnes de riz au Congo

Le don est destiné aux réfugiés de la République démocratique du Congo (RDC) se trouvant encore dans le département de la Likouala, au Nord-Congo

L'ambassadeur du Brésil au Congo, Paulo Wolowski, a remis le 12 juillet, dans l'enceinte du bureau du Programme alimentaire mondial (PAM), un échantillon de ce don, composé essentiellement de riz, à la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Émilienne Raoul. Le diplomate brésilien a rappelé que la lutte contre la misère et la pauvreté, de même que la promotion de la sécurité alimentaire, étaient des axes fondamentaux de l'action politique de son pays tant au plan national qu'international.

Selon Paulo Wolowski, le projet de coopération mené par le Brésil dans le domaine de l'agriculture et de la santé, en exécution presque partout en Afrique, particulièrement au Congo, est la preuve de l'engagement incontournable de son pays dans le processus de développement du continent africain. « En réponse à l'appel du PAM, le gouvernement brésilien a effectué à travers son ambassade, une contribution de 524 tonnes de riz, ce qui est équivalent à environ 249 000 dollars américains. Cette contribution a été réalisée, cette année, avec l'apport des Pays-Bas qui se sont occupés des frais de transport du Brésil jusqu'à la Likouala et de la distribution de ces vivres aux bénéficiaires », a-t-il précisé.

D'après Nils Grede, représentant et directeur par intérim du PAM au Congo, le gouvernement brésilien est devenu un des partenaires privilégiés des Nations unies et du PAM, particulièrement au Congo.

Cela, pour l'intérêt qu'il accorde à la sécurité alimentaire. En effet, depuis 2011, le Brésil n'a pas cessé de répondre à la sollicitation des Nations unies pour le financement des activités mises en œuvre au Congo. Rappelant l'engagement de la République du Congo qui, depuis des années, accueille des vagues successives de réfugiés sur son territoire, il a indiqué que le PAM avait planifié d'assister environ 70 000 réfugiés cette année. « Au nom du PAM, je tiens à remercier l'ambas-

Raoul a également rappelé que sur les 125 000 réfugiés de la RDC arrivés depuis 2009 en provenance de la province de l'Équateur, 83 000 ont été rapatriés volontairement. « Il en reste environ 40 000 qui vont aller dans les centres de départ, et c'est dans ces endroits que nous allons leur donner le riz que vous venez d'offrir. Nous avons aussi 6 000 réfugiés qui arrivent de la République centrafricaine. Ils sont principalement localisés dans les districts de Bétou et En-



Les officiels posant devant l'entrepôt. (© Adiac)

sadeur du Brésil au Congo qui est le pionnier, l'instigateur dans cette collaboration qui s'installe entre son pays, le PAM et le Congo. Je suis persuadé que cette cérémonie ne sera pas la dernière, car cette collaboration s'affirme progressivement », a conclu Nils Grede, se réjouissant des rapatriements en cours des réfugiés de la RDC.

Environ 6 000 réfugiés

centrafricains à Bétou et Enyelle Réceptionnant le don, la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité s'est félicitée du nouveau geste du Brésil en faveur du Congo. Émilienne

yelle. Vous allez autoriser que nous leur donnions du riz puisqu'ils sont là pendant encore quelques mois », a souhaité la ministre. La ministre congolaise a enfin plaidé pour qu'une attention particulière soit accordée aux populations de la Likouala qui accueillent régulièrement des réfugiés venus des pays voisins. « Nous avons aidé ces populations, scolarisé leurs enfants, les avons soignés. En retour, nous voulons qu'une assistance soit apportée aux personnes qui les ont accueillies, mais aussi dans le cadre de la protection de l'environnement », a souligné Émilienne Raoul.

Parfait-Wilfried Douniama

ARRÊT SUR IMAGE

Trop pressé et par manque d'attention, malgré la présence d'un cheminot agitant le drapeau rouge, ce taxi de marque « Benoît 16 » a été fauché au passage à niveau situé entre la gare CFCO de Brazzaville et la CFAO, juste à côté du siège des Dépêches de Brazzaville. Le chauffeur et ses passagers à bord, un père et sa fille, sont sortis sains et saufs.

Cet accident pose à nouveau le problème de barrière à tous les passages à niveau de la Capitale et du respect des consignes par les automobilistes.



NÉCROLOGIE

Mme Antoinette Sassou N'Guesso a la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances la disparition brutale, le 7 juillet à Brazzaville, du colonel Félix Constant Tchibota Moe Poaty, ancien responsable de la sécurité de l'épouse du chef de l'État.

La veillée à Brazzaville se tient au domicile de l'illustre disparu, sis case J-019 V quartier OCH, à côté du CHU. Par ailleurs, elle informe les amis et connaissances que les obsèques se dérouleront à Pointe-Noire, le jeudi 18 juillet. 10 heures : recueillement au domicile sis quartier chic-Tchichelle.



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AVIS DE RECRUTEMENT)



1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un don de la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le Fond Africain de Développement pour financer le coût du « Projet Assainissement des villes de Brazzaville et Pointe-Noire ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don sera utilisée pour financer les prestations de services des Consultants individuels suivants.

2. Il s'agit de :

Pour chaque ville (Brazzaville, Pointe-Noire)

- Prestations de services d'un Superviseur des travaux ;
- Prestation de services de quatre (04) Contrôleurs, chargés de suivre l'instruction des demandes des latrines familiales dans les quatre (04) zones de la ville ;
- Prestation de services de quatre (04) Animateurs, chargés des activités de sensibilisation.

3. En vue de la constitution des listes restreintes pour le recrutement concernant chaque poste, le Directeur du Projet invite les consultants éligibles à présenter leur candidature en vue de fournir les prestations décrites ci-dessus. Les candidat(e)s éligible(s) intéressé(e)s doivent produire des informations sur leur capacité et leur expérience démontrant qu'ils (elles) sont qualifié(s) pour les prestations prévues. Ils (elles) fourniront à cet effet les informations suivantes :

- Curriculum Vitae (CV) indiquant avec preuves :
- Formations et qualifications ;
- Références des prestations similaires ;
- Expériences dans des missions comparables ;
- Copie d'acte de naissance ;
- Certificat de nationalité.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires aux adresses mentionnées ci-dessous, les jours ouvrables de 08 heures 30 minutes à 15 heures 00 minute (heure locale).

Adresse :

Brazzaville : Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique,
Direction Générale de l'Hydraulique
4ème étage du bâtiment BP : 2120 Fax : (242) 283 52 43
Tél : (242) 281 02 65 / 06 896 00 00 / 06 896 00 02
Email : mehd@yahoo.fr / dgh_ucp@yahoo.fr

Pointe-Noire : Antenne du Projet Assainissement des villes de Brazzaville et Pointe-Noire
Sise dans l'enceinte du château d'eau - Bataillon près de l'Hôpital militaire
Pointe-Noire République du Congo ; Tél : 06 896 00 08
Email : mehd@yahoo.fr / dgh_pabpn@yahoo.fr

5. Les manifestations d'intérêt devront être envoyées soit par e-mail ou par courrier, aux adresses mentionnées ci-dessus au plus tard le 22 juillet 2013 à 14 heures 00 minutes (heure locale)

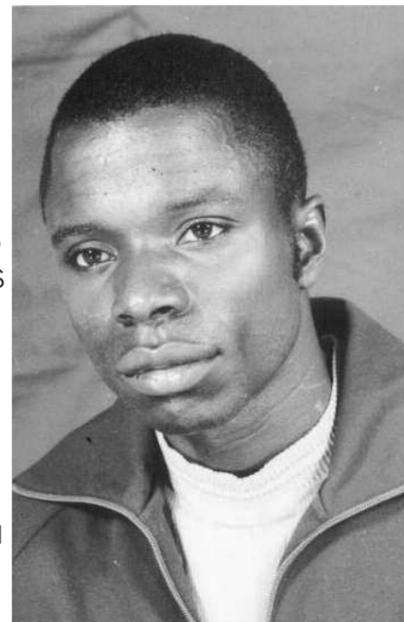
6. Les termes de références à ces différents postes sont disponibles et peuvent être retirés aux adresses mentionnées ci-dessus, ou envoyés par e-mail aux candidats intéressés, à leur demande.

La Direction du projet

IN MEMORIAM

13 juillet 2003 -
13 juillet 2013

Voici dix ans, jour pour jour, que Monsieur Félix Kouba, agent SNDE retraité, a été rappelé auprès de notre seigneur. En cette date commémorative, les enfants Kouba et famille prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui.



14 juillet 1991 -
14 juillet 2013

Voici 22 ans déjà qu'il avait plu à Dieu de rappeler à lui, arrachant à notre affection, Maman Ngondo Thérèse. En cette date commémorative, les enfants et la famille prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pour elle. Des messes d'action de grâces en sa mémoire seront dites, le dimanche 14 juillet 2013 à 06 H 15, en les paroisses : Basilique Sainte-Anne du Congo, Notre Dame de Fatima et Sainte-Marie de Ouenzé.



PLATEAUX

Des filles de dix ans enceintes à Djambala et Gamboma

D'après les statistiques du premier semestre 2013 dans les hôpitaux de base de Djambala et Gamboma, huit jeunes filles âgées de dix à onze ans étaient en état de grossesse. Les deux villes couvrent plus de 80% de la population du département des Plateaux.

Ces statistiques ont été données par le directeur départemental de la Santé, le médecin-colonel Jean-Claude Moboussé, lors du focus organisé le 12 juillet à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la population sur le thème « Luttes contre les grossesses précoces des adolescentes par la promotion de la planification familiale » à la Maison de la femme de Djambala. Au niveau international, la journée a été célébrée sur le thème « Grossesses des adolescentes ». Dans sa communication, l'orateur a présenté le profil sanitaire de 2013. Il porte sur les aspects de risque du département, le profil épidémiologique ainsi que les conséquences des grossesses précoces. Les hôpitaux de Djambala et Gamboma en-



Des jeunes filles présentes au focus à Djambala

registrent de plus en plus de nombreux accouchements concernant des adolescentes. Sur les 201 cas signalés cette année chez celles âgées de quinze à dix-neuf ans, 21 concernent des césariennes.

Le taux de mortalité reste également élevé dans le département. Les infections uro-génitales occupent la troisième place après le paludisme et les infections respiratoires. Les grossesses précoces ont

pour conséquences graves notamment des décès, la perte de la maternité, la mortalité infantile, des problèmes de fistule obstétricale et au niveau social et économique.

Au-delà des communications, les festivités ont donné lieu à la remise de kits de maternité à l'hôpital de Djambala et à l'organisation d'un focus sur le thème de la journée. À l'hôpital, les bénéficiaires des kits étaient âgées en majorité de quinze à seize ans.

Le représentant par intérim du Fnuap, Laurent Assogba, a indiqué : « J'ai été profondément choqué de voir des jeunes filles qui ne de-

vraient pas être encore maman le devenir. Elles devraient être sur le banc de l'école où bien dans les écoles d'apprentissage pour préparer leur avenir. » Le message du directeur exécutif du Fnuap publié à cette occasion souligne : « Les grossesses d'adolescentes ne sont pas seulement un problème de santé. Elles procèdent de nombreuses causes structurelles : pauvreté, inégalité des sexes, violence, mariages forcés d'enfants, déséquilibre des forces entre les filles et leurs partenaires, manque d'éducation et échec des systèmes et institutions de protection des droits. »

Le directeur général de la Popula-

tion, Christian Sédar Ndinga, a, pour sa part, expliqué que cette question de grossesse précoce congolaise. La rencontre permet de partager cette angoisse de voir des jeunes filles porter la lourde responsabilité d'être mères et de voir leur avenir hypothéqué par des grossesses précoces.

Au terme des interventions, le conseiller à la Santé, Florent Balandamio, a rappelé que le thème de la journée invitait les populations à la réflexion et à l'action par rapport à la gravité du problème.

Notons qu'en dehors de Djambala, chef-lieu du département, des activités ont simultanément été organisées à Ngo et Gamboma par le ministère de la Santé et de la population avec l'appui du Fnuap. Parmi les coorganisateur, on peut citer l'Association congolaise pour le bien-être familial, la Croix-Rouge congolaise, le secrétariat exécutif permanent du Conseil national de lutte contre le sida, et bien d'autres. Patronnées par le conseiller à la santé du ministère de la Santé, Florent Balandamio, les festivités ont été rehaussées de la présence du préfet des Plateaux, Edgard Diafouka Bambela.

Lydie-Gisèle Oko

HUMEUR

L'ingratitude a plus d'adeptes que la reconnaissance

Un regard attentif sur ce qui se passe dans la vie des corporations et groupes sociaux, notamment en politique, dans l'administration, la religion, les services en tout genre, montre que la plupart des divisions et séparations naissent de l'ingratitude, autrement dit du manque de reconnaissance vis-à-vis des autres. Qu'on le veuille ou pas au niveau politique, par exemple, on ne réussit que si l'on a été moulu quelque part par des anciens, c'est-à-dire des aînés qui vous poussent en avant. Pourquoi donc ne pas le reconnaître même si l'on est capable par soi-même de cultiver d'autres valeurs ? C'est ce manque de reconnaissance qui conduit le plus souvent aux déchirements qui s'étalent sur la place publique. Et c'est ce qui explique que des meetings politiques qui devraient être des rassemblements organisés pour faire passer des messages républicains se transforment souvent en « agoras » de diffamations et d'invectives.

Les ingrats sont tout aussi présents dans le monde religieux et c'est pourquoi l'on voit proliférer partout dans nos villes des ramifications religieuses qui ont totalement perdu la « matrice divine » ou le « socle religieux ». « Nous avons décidé de quitter cette assemblée religieuse pour former notre groupe à part », disent le plus souvent ces dissidents alors que le propre d'une religion devrait être l'unification. Et que dire de l'ingratitude dans les administrations ? Là elle bat son plein car une frange de jeunes se plaît à se dresser contre les anciens. Même chose dans les métiers comme la couture, la coiffure, la soudure, la conduite, la sculpture, l'artisanat, la maçonnerie la menuiserie, etc. Comment comprendre qu'une personne qui n'a aucune maîtrise des notions élémentaires d'un métier se permet de le nier publiquement en disant sans honte aucune qu'elle n'a rien appris de X.

« L'enseignement est un métier par lequel sont formés plus d'hommes ingrats que d'hommes reconnaissants », disait un enseignant à l'un de ses anciens élèves au cours d'une querelle opposant deux familles au sujet d'une propriété terrienne ; tout simplement parce que dans l'autre famille se trouvait un élève qui menaçait son professeur de français appartenant à la famille adverse.

Un mot enfin sur ce qui se passe dans les foyers lors des divorces. Le plus souvent l'un des partenaires est remercié en monnaie de singe. Il suffit de fréquenter régulièrement les tribunaux de nos villes pour entendre les propos dégradants de ceux qui, hier, étaient unis et qui, aujourd'hui veulent se séparer, l'un comme l'autre niant mutuellement et catégoriquement les bienfaits venant de l'un comme de l'autre.

Une chose est sûre, gare à l'ingratitude, elle paie mal !

Faustin Akono

RÉINSERTION DES EX-COMBATTANTS

Le Haut commissariat envisage de créer des centres d'apprentissage des métiers

L'annonce a été faite à l'ouverture, le 11 juillet à Brazzaville, de la 1ère session ordinaire de la CONADER, au titre de l'année 2013.

« L'objectif général du projet de création de ces centres, auquel nous accordons un intérêt particulier, est de développer l'employabilité des ex-combattants, de faciliter leur intégration professionnelle dans les secteurs formels et informels de la vie économique, et de doter le pays d'une main d'œuvre qualifiée et disponible », a déclaré le nouveau Haut commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Norbert Dabira.

Ce centre pilote de réinsertion professionnelle sera érigé à Igné, à 45 kilomètres au nord de Brazzaville. Son financement sera inscrit au budget de l'État, exercice 2014. « En effet, a expliqué Norbert Dabira, près de

des infrastructures de formation appropriées », a-t-il poursuivi.

Prendre en compte l'ensemble des groupes résiduels pour éviter des tensions

La formation demeure une préoccupation centrale et urgente pour le Haut commissariat à la réinsertion des ex-combattants, soucieux d'améliorer les stratégies de réinsertion dans les prochains programmes. Cependant, a fait remarquer Norbert Dabira, il sied de souligner que les précédents programmes, qui étaient eux aussi axés sur l'auto-emploi et autres aspects, ont présenté leurs limites. « Il nous faut cette fois-ci, aller jusqu'au bout de cette réinsertion afin d'aider ces ex-combattants à sortir de la psychose dans laquelle ils sont restés murés depuis des années et pour que, dans

ces groupes résiduels sans distinction devront être pris en compte pour éviter de créer des tensions inutiles », a-t-il ajouté.

Ouvrant les travaux de cette session, le ministre d'État, directeur de cabinet du chef de l'État, Firmin Ayessa, a fait savoir que « cette présente session se tient au moment où le Congo est en paix ». La mission de la CONADER, a-t-il fait savoir, demeure entière et la présente session est un moment majeur de responsabilité. Et Firmin Ayessa d'exhorter les participants à cette session, à être rigoureux dans l'examen des dossiers qui leur seront soumis, pour que cette session débouche sur « des préconisations dont la pertinence permettra à notre structure d'opérationnalisation, le Haut commissariat à la réinsertion des ex-combattants, d'optimiser son action sur le terrain et de contribuer efficacement à l'œuvre de pacification du Congo ».

Notons que c'est grâce à l'appui du système des Nations unies, notamment la Banque mondiale, que deux principaux programmes ont été mis en œuvre par le Haut commissariat. Ils ont permis la prise en charge de plus de 30 000 ex-combattants, toutes milices confondues. Ces programmes se sont achevés en 2009. Ainsi, certains esprits se posent la question sur la nécessité de poursuivre cette réinsertion, douze ans après la fin des hostilités dans notre pays.

Jean-Jacques Koumbemba

«... près de 80% des ex-combattants réinsérés n'avaient pas de formation professionnelle avant leur enrôlement dans les milices et cette situation n'a pas été correctement corrigée pendant la mise en œuvre des programmes de formation d'appui aux microprojets.»

80% des ex-combattants réinsérés n'avaient pas de formation professionnelle avant leur enrôlement dans les milices et cette situation n'a pas été correctement corrigée pendant la mise en œuvre des programmes de formation d'appui aux microprojets. Cela en raison de la courte durée de formation, de l'inadéquation des méthodes pédagogiques et de la non implication

notre pays, les actes d'incivisme qui leur sont imputés, régressent sensiblement », a-t-il signifié. « Il nous faut aussi prendre en considération les groupes résiduels des ex-combattants auto démobilisés, désarmés et qui malheureusement, pour de multiples raisons, n'ont pas été réinsérés socialement et économiquement dans les précédents programmes. L'ensemble de

ÉDUCATION

Formation annoncée de trois mille enseignants congolais

La directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Irina Bokova, a lancé le 13 juillet, à Brazzaville, l'initiative de formation de trois mille enseignants afin de pallier le déficit en personnel dans le secteur éducatif congolais.

Fruit du partenariat entre l'Unesco et les ministères congolais chargés de l'enseignement, ce projet est prévu pour une durée de dix-huit mois consécutifs. Il vise à accroître les performances et les compétences professionnelles des enseignants pour répondre aux grands défis éducatifs. Vu son envergure, le projet est évalué à environ 1,3 million de dollars américains.

L'initiative prévoit quatre modules de formation dont un lié à l'actualisation des compétences pédagogiques, professionnelles et managériales. Les autres concerneront, entre autres, la déontologie et le management, l'évaluation, la technologie de l'information et de la communication afin d'assurer la qualité des enseignements initiaux et continus. « Les politiques et les pratiques en matière d'éducation sont régulièrement soumises à l'épreuve de la modernité et sommées tout aussi régulièrement de relever des défis croissants et complexes [...] dans un monde en constante mutation. Et cela exige la consolidation de la culture d'échanges avec nos partenaires [...] pour aboutir à des améliorations substantielles », indique le président de la commission congolaise de l'Unesco, le ministre Georges Moya,

chargé de l'Enseignement supérieur. Il a par ailleurs énuméré quelques réformes entreprises dans le secteur éducatif sur la gratuité des frais de scolarité et des manuels scolaires, la construction d'infrastructures adéquates, l'augmentation de l'offre d'éducation et du développement des actions socio-sanitaires pour réduire la vulnérabilité des élèves et des enseignants au VIH-sida ainsi que la construction de 680 salles de classe d'ici à l'an 2020. « Le métier de l'enseignement n'est pas encore valorisé à la hauteur de son importance sociale. L'Unesco va soutenir ce projet en puisant dans son fonds d'urgence, et l'État congolais ne délaissera pas ses plus grandes ressources », a déclaré la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova.

Pour information, le système éducatif congolais est structuré en quatre phases : le préscolaire non obligatoire dès l'âge de trois ans ; l'enseignement primaire obligatoire dès l'âge de six ans ; l'enseignement secondaire composé d'un cycle général et d'un cycle technique sans oublier l'enseignement supérieur qui gravite pour le moment autour de l'université Marien-Ngouabi et de quelques écoles et instituts privés.

Fortuné Ibara

UNICEF-FAWE

Marianne Flach satisfaite de la coopération entre les institutions

Arrivée au terme de son mandat, la représentante au Congo du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a été reçue, le 11 juillet, par la présidente du Forum des éducatrices africaines (Fawe), Rosalie Kama Niamayoua.

Marianne Flach qui a passé en revue les différentes institutions qui ont collaboré avec elle, a apprécié l'harmonie de la coopération entre l'Unicef et le Fawe dans l'éducation des filles dont le sort lui a rappelé son expérience personnelle. « Je suis née dans une famille de sept enfants dont cinq filles. Parmi les cinq, je suis la seule à avoir fait des études universitaires, parce que dans le temps, seuls les garçons avaient le droit d'aller à l'université. Aujourd'hui, ce n'est plus pareil », a-t-elle déclaré, avant de souhaiter établir un partenariat avec le secteur privé dans l'octroi de bourses aux élèves. S'appuyant sur ce qui se passe en Asie, elle a signifié que cette idée était à examiner avec les promoteurs des écoles privées.

De son côté, la présidente de l'antenne Fawe au Congo, Rosalie Kama Niamayoua, a regretté qu'au niveau de l'Afrique centrale, les ONG ne soient ni connues ni très efficaces. Dynamiser une ONG nécessite du temps. « Je veux continuer à rechercher les financements pour



Marianne Flach et Rosalie Kama Niamayoua entourées de l'équipe des éducatrices africaines

faire en sorte que les jeunes filles congolaises, qui ont déjà un bénéfice important concernant les textes avec la loi sur la protection de l'enfant, puissent aller à l'école. Malgré les textes, elles sont encore discriminées surtout celles qui évoluent dans les zones rurales », a-t-elle indiqué. Et de poursuivre : « Nous allons nous battre pour obtenir des financements afin d'installer un internat de jeunes filles à Pointe-Noire. »

Signalons que l'ONG Fawe a été créée en 1992 à l'initiative des cinq

ministres de l'Éducation présents aux assises de la conférence mondiale sur l'éducation pour tous, tenue à Jomtien en Thaïlande. Celle-ci avait fait le constat qu'en Afrique subsaharienne, le taux de scolarisation des filles est faible. L'antenne Fawe au Congo est présente depuis 2008. Au nombre des missions du Fawe : la promotion du genre ; les mesures politiques en faveur des filles, particulièrement l'éducation et l'alphabetisation des filles et des femmes en Afrique.

Rosalie Bindika

PROGRAMME RELATIF AUX OBSÈQUES DU COLONEL FÉLIX CONSTANT TCHIBOTA MOE POATY

Mardi 16 juillet

8h30 : mise en bière à la morgue municipale de Brazzaville ;

10h30 : recueillement général au domicile du défunt ;

13h30 : départ pour l'aéroport international Maya Maya

15h 00 : décollage pour Pointe-Noire ;

15h 45 : arrivée de la dépouille à l'aéroport Agostinho Neto

16h 30 : dépôt de la dépouille à la morgue municipale de Pointe-Noire.

Veillée au domicile familial sis quartier Chic Tchitchelle.

Mercredi 17 juillet

10h00 : sortie de la dépouille de la morgue municipale de Pointe-Noire ;

11h00 : exposition de la dépouille au domicile familial et début du recueillement général ;

12h00 : fin du recueillement général.

Après-midi et toute la nuit : animation générale.

Jeudi 18 juillet

9h00 : recueillement ;

11h30 : départ pour l'Église Notre-Dame ;

12h00 : installation ;

12h30 : début de la messe ;

14h30 : fin de la messe ;

14h45 : départ pour le cimetière de Diosso

17h00 : retour sur Pointe-Noire et fin de la cérémonie.

La famille.

NOTES DE VOYAGE

Bujumbura la boisée

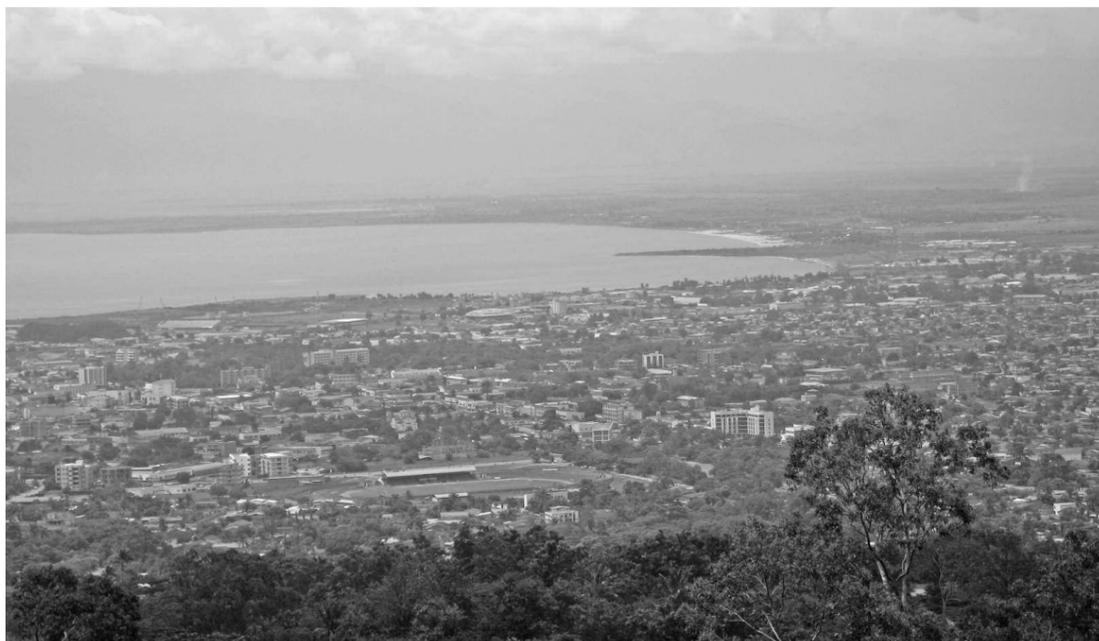
Serait-on peut-être tenté de parler de Bujumbura la verte ? Un visiteur en provenance du Congo-Brazzaville ne trouverait pas la formule incohérente. La capitale burundaise est en effet bordée d'arbres ; elle décline une teinte verdoyante quand on la parcourt du regard, perché sur les hauteurs. Par moments, on se croirait en train d'admirer l'ancienne capitale de l'Afrique équatoriale française du côté de la Tour Nabemba en lorgnant vers Case de Gaulle. Nous sommes bien ailleurs...

Avec environ 600 000 habitants, Bujumbura n'est pas un scandale démographique si l'on considère que plus de 10 millions d'âmes (chiffres de 2013) peuplent les seulement 27 834 km² qui constituent le territoire du Burundi. À chacun ses vertus et Bujumbura n'en manque pas. À commencer par le spectacle qu'offre le Lac Tanganyika qui l'arrose, cerné par l'avenue dite du Large bâti par les Japonais. Si la chance vous sourit, vous assisterez à quelques pas du rivage au barbotage des hippopotames qui retiennent tant les passants. Vous pourrez aussi vous offrir un vent frais transporté par des vagues en furie sur les plages du deuxième lac le plus profond du monde, après le Baïkal en Russie.

Parce que le pays célébrait le 51^e

anniversaire de son indépendance, le 1^{er} juillet dernier, les artères nouvellement construites ou réhabilitées de la première ville burundaise sont propres. Les taxis peints en bleu et blanc vous factureront autour de 2000 franc burundais, l'équivalent de 660 FCFA pour être précis. Les commerces, tenus par des nationaux et des expatriés (Pakistanaï, Indiens, Arabes, Occidentaux, etc.), proposent toutes sortes de produits que l'on trouve dans d'autres villes africaines et du monde. Les petites échoppes des téléphones portables sont achalandées, les marchands ambulants traînent sous le bras divers articles, le marché des fruits et légumes ne désemplit pas, celui des arts est tout aussi remarquablement en concurrence. De nombreux titres de la presse locale, parmi lesquels « *Iwacu, les Voix du Burundi, Syfia Grands Lacs, Ijambo ou encore Grands Lacs Hebdo* », vous renseigneront davantage sur le quotidien d'ici.

Bujumbura est peut-être aussi une ville hôtelière. Autant d'établissements donc qui vous laissent le libre choix. L'on ne se plaindra pas non plus de l'absence de bureaux de change et de banques. Attention, même dans un hôtel quatre ou cinq étoiles, ne soyez pas surpris de voir accrochée dessus votre lit une moustiquaire im-



Une vue de Bujumbura

prégnée. Il y a des moustiques ! L'éclairage public est à conquérir, car la nuit certaines avenues en manquent totalement. Ce qui ne prive pas les Bujumburiens de leurs nuits blanches dans les bistrotts où l'on joue la rumba et les musiques du terroir. Et là, un ami vous parlera du quartier Bwiza, dans la Commune éponyme comme l'un des endroits où l'on ne ferme pas l'œil de la nuit. Enfin, si vous le voulez ! Au demeurant, quelques soldats en armes devant les places publiques ne

vous dérangent pas.

Pays marqué par tant de violences, le Burundi a forgé le souvenir dans la pierre. Ce que vous apprendront notamment les monuments au centre-ville, érigés en mémoire du « Héros de l'Indépendance », le Prince Louis Rwagasore, Premier ministre assassiné le 13 octobre 1961, et du « Héros de la démocratie », le premier président élu du pays, Melchior Ndaye, emporté par un coup d'État violent dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993, 102 jours après sa

prestation de serment. C'est peut-être pour conjurer le mauvais sort qu'un monument de l'Unité nationale, implanté non loin du quartier présidentiel, domine un petit plateau.

« Ubumwe – Ibikorwa - Amajambere », peut-on lire en langue Kirundi, avec sa traduction française au verso de la plaque : « Unité – Travail - Progrès », la devise du Burundi. Quel autre pays d'Afrique centrale porte la même devise ?

Gankama N'Siah

TRANSPORTS MARITIMES

Les chargeurs africains invités à créer une compagnie maritime sous-régionale

Ali Traoré, directeur général du Conseil burkinabé et président des sixièmes Journées du chargeur africain a lancé cet appel à Pointe-Noire où s'est tenue, les 10 et 11 juillet, la deuxième réunion dite d'évaluation.

Parmi tant d'autres exhortations faites à l'endroit de l'Union des conseils des chargeurs africains (Ucca) figurent des projets communautaires, tels que la création de gares de fret, de ports secs et des guichets uniques. En effet, l'objectif de cette deuxième réunion était d'évaluer la mise en œuvre des recommandations et du plan d'action y afférents, adoptés à l'issue des sixièmes Journées du chargeur africain tenues à Libreville en novembre dernier.

À l'ordre du jour des séances, la présentation du site Web de l'Ucca, le rapport d'exécution des recommandations relevant du secrétariat général, et enfin la présentation de l'état d'exécution par les conseils des chargeurs membres de l'Ucca des points du plan d'action à leur charge. Après les exposés des différentes délégations, le président des sixièmes Journées du chargeur africain a tiré quelques conclusions notamment au sujet de la langue à prendre en compte au secrétariat général de l'Ucca qui doit s'assurer de l'interprétation en portugais. Autre préoccupation : la recherche des personnels ressources au niveau des organes internationaux, tels que la Cnuced pour l'assistance technique en portugais. Cela est nécessaire pour l'organisation des ateliers et séminaires.

Ali Traoré a également mis l'accent sur la création et l'activation des observatoires nationaux et régionaux. Pour lui, « *Il appartient désormais à tous les conseils de capitaliser les expériences des uns et des autres en tenant compte des indicateurs de performances pour une meilleure mise en œuvre du plan d'action, ce qui nécessite des efforts supplémentaires* ».

Prosper Mabonzo

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les pays de la Cémac visent l'harmonisation de leurs politiques

Selon le représentant de la Cémac au Congo, Alfred Placide Iloki, la mise en œuvre d'un standard régional sur la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) pour les industries extractives, constitue un instrument potentiellement important dans la gouvernance de ce secteur.

Cet atelier national poursuit plusieurs objectifs : cerner le processus de développement d'une telle politique au niveau du Congo ; identifier les atouts déjà mis en place ; créer des outils complémentaires qui permettront de contourner les difficultés ; enfin, tracer les voies pratiques pour les promoteurs afin de faciliter la mise en pratique du standard.

À cet égard, les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) ont décidé d'un commun accord de faire de l'exploitation des ressources du sous-sol un des fers de lance d'une politique commune de développement économique et

social régional. Cependant, bien souvent, les États n'ont pas mis en place de politique spécifique pour traiter des relations sociales entre communautés riveraines et promoteurs des projets miniers, laissant la place à des conflits sociaux potentiels. Par ailleurs, la Commission de la Cémac, qui a pour mandat de mettre en œuvre le Programme économique régional (PER), développe un ensemble d'outils de gouvernance à destination du secteur des industries extractives. Elle est appuyée en cela par le REMAP, un programme régional de renforcement de la gouvernance des matières premières en Afrique centrale par la coopération allemande (GIZ). L'initiative de la Commission de la Cémac fait partie de la dynamique de valorisation des ressources du sous-sol et participe à l'optimisation des retombées économiques et sociales, sans délaissier la limitation des impacts sur l'environnement. Ainsi accompagne-t-elle le mouvement naissant du

développement minier tout en considérant l'expérience de certains pays membres sur la gestion du secteur des hydrocarbures.

De même, elle vient compléter d'autres initiatives en cours telles que la mise en place d'un code minier communautaire et la création d'une académie minière régionale au profit des administrations des États membres. En effet, l'ensemble de ces initiatives s'inscrit également dans une dynamique régionale de renouvellement des cadres législatifs nationaux.

Dans la plupart des cas, les lois minières sont complétées de dispositions qui ne sont plus en phase avec une vision de développement économique et social de long terme engendrée par l'exploitation minière et pétrolière. Le cadre régional d'un standard RSE vient à point nommé pour créer une orientation de fond et proposer une nouvelle démarche de développement des projets.

Guillaume Ondzé



TerraTech
le monde de l'informatique

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech-cg.com



296.000 TTC

Acer Aspire E1-531
Intel® B960 Processeur 2.2GHz
Ecran HD-Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur
6-Cell Li-ion Battery






WARID LAB

Incubateur de projets

**Incubateur de projets
pour développeurs brazzavillois**

inscription par groupe de 4
sur www.jcertif.com
du 05/07 au 20/07

Elabore une solution informatique et et crée ta propre Start Up

Constitue un groupe de 4 personnes et inscrivez-vous sur le site www.jcertif.com. Elaborez et proposez une solution informatique destinée aux entreprises et intégrez le Lab pour une durée de six mois, avec des formations qui vous permettront de concrétiser votre projet et créer votre propre Start Up.



WARID
Passer à l'action

www.waridtel.cg

04 400 01 23 ou 123

warid-congo

BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution






Communications Unifiées

- Vidéoconférence et Multimédia
- Voix et Messageries Unifiées
- Téléphonie IP

BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60

POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo



BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com



Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE
1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 - A Pointe-Noire : 222 94 12 88 - Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

POUR VOS CADEAUX EN PEINTURE, SCULPTURE, CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :
UNE SEULE ADRESSE :

LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
SIS DANS L'ENCEINTE DES « DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE »

VIENT DE PARAÎTRE

« Les Dieux de Zéno », roman de Benjamin Mankédi

Ce roman, paru aux Éditions CESBC Presses, relate l'histoire d'un pays dirigé par des hommes sans foi ni loi qui se prennent pour des dieux.

Zéno est une terre où la misère, l'injustice, la dictature se côtoient. Les braquages règnent en maître. Le héros du livre, Roberto, est journaliste à l'hebdomadaire L'Explosion. Il a été enlevé par quatre inconnus, accusé d'avoir écrit un article prétendu diffamatoire. Monica, la mère de Roberto, et Barbara, sa compagne, se rendent à la police. Monica pose des questions à l'inspecteur Féliciano. Celui-ci ne semble nullement se soucier de cette disparition, incapable d'exercer pleinement son métier. Il se contente de répondre : « Madame, votre fils a écrit des choses que l'État n'a pas aimées. Je suis désolé. Je ne peux rien pour lui. »

Barbara apprend alors par son cousin l'endroit où Roberto était détenu. Informé, l'inspecteur Féliciano confirme que le journaliste est incarcéré à la prison noire. Il regrette de ne pas avoir les pouvoirs nécessaires pour aider le héros. Après douze mois de détention, Roberto est relâché. Trahi et pris au piège par son amante Barbara, car cette dernière collabore avec la police secrète des dieux. Soucieuse, regrettant l'amour que le journaliste lui refuse, Barbara se suicide. Les Dieux de Zéno de Benjamin Mankédi publié aux Éditions CESBC Presses comporte 92 pages, divisées en huit chapitres. Benjamin Mankédi est auteur de plusieurs œuvres inédites (romans et théâtre). En 2000, sa pièce *Être nègre et crever* a été jouée au Centre culturel français de Brazzaville.

Rosalie Bindika

CHRONIQUE

« Bruits d'eaux », spectacle de la compagnie Théâtre Alibi

Si il est une catastrophe impossible d'oublier, car se produisant sans cesse et nécessitant qu'une grande énergie collective soit mise à profit pour l'éradiquer, c'est bien celle des bateaux de fortune en provenance du continent africain qui échouent au large de la Méditerranée. L'on a assez épilogué sur le drame des migrants clandestins sur l'île de Lampedusa, point d'entrée privilégié pour les immigrants clandestins dont quelque 170 sont morts en empruntant le trajet depuis le début de cette année ne supportant pas la faim, la soif, ni la fatigue en pleine Méditerranée ainsi que les vents violents.

L'ONU, quant à elle, continue de s'interroger sur l'absence de secours lors des traversées. Il faut savoir qu'il est quasiment absurde de prétendre que pendant plus d'une dizaine de jours en mer, ces embarcations de fortune ne sont pas visibles, d'autant plus que dans une mer comme la Méditerranée il y a énormément de bateaux commerciaux et de chalutiers. Faut-il en déduire qu'il y a abandon délibéré où refus d'aide manifeste ? Certains faits évoqués pourraient être considérés comme un début de réponse, telles les réticences de certains responsables de bateaux à secourir les migrants clandestins car aucun pays n'accepte de les accueillir, mais aussi les antécédents judiciaires exposant tout secouriste à des poursuites.

Plus de 1 300 migrants ont quitté la Libye dans des embarcations de fortune pour l'Italie et un millier pour Malte, mais des dizaines de milliers de personnes, chaque année, essaient cette dangereuse traversée. Il est tout à fait indiqué de louer les tentatives de sensibilisation et d'information sur cette dangereuse traversée, une tragédie qui occasionne le départ de leur pays de plusieurs dizaines de milliers de migrants et fait plusieurs centaines de victimes par an. La scénarisation théâtrale de cette tragédie est l'un des apports positifs contre toutes formes de discrimination et d'abomination en ce milieu d'année 2013. En effet, depuis le 8 juillet et jusqu'au 31 juillet, au Théâtre Girasole, en Avignon, se joue la pièce écrite par Marco Martinelli, intitulée « Bruits d'eaux »

En scène, un îlot au large de la Sicile où se croisent une multitude de navires partis d'Afrique avec de grands espoirs et ne ramenant que peu de chagrin. Misère qui se retrouve incarnée dans le personnage d'un général employé par le ministère de l'Enfer dans une île du Canal de Sicile, dont la macabre responsabilité consiste à comptabiliser les morts, noyés pour avoir voulu rejoindre l'Eldorado européen. Ainsi, ce dernier donne corps au texte en imaginant l'existence de ces malheureux, leurs départs, leurs espoirs et enfin leurs combats face aux eaux.

« Bruits d'eaux » c'est aussi un hommage à ces Africains, hommes et femmes, qui ont vu leurs espoirs sombrer dans les flots, véritable tragédie contemporaine, révélée au grand jour sauf par quelques auteurs. Il faut savoir qu'à l'actif de cette présentation il y a le Festival d'Avignon qui, fidèle à sa tradition d'expression des arts du monde, fait également la part belle aux arts de scène et plus précisément en programmant en off 2013 « Bruits d'eaux » et en favorisant des rencontres avec le public autour du spectacle, le jeudi 18 juillet, à 17H30.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

Plus d'information: Théâtre Girasole : www.theatregrasole.com/cms/fr/bruits-d-eaux

Le Théâtre Girasole : 24 bis rue Guillaume Puy, 84000 Avignon Afrique

COOPÉRATION

Brazzaville et Kinshasa déterminées à encourager les activités culturelles

La Commission spéciale de coopération Brazzaville-Kinshasa (Cospeco) a mis en place le 11 juillet à l'Hôtel-de-ville de Brazzaville, une nouvelle feuille de route pour sa mandature 2013-2015 qui vise à relever les activités culturelles des deux villes.

L'actuelle démarche de coopération prévoit l'organisation de rencontres et d'échanges d'expériences des auteurs. Ainsi, la Cospeco financera le vernissage organisé autour du livre *Une folle dans la cour du roi*, de Raymond Locko, auteur du Congo Brazzaville. La Cospeco est déterminée à réaliser un film documentaire sur la rumba congolaise, expression de la musique commune à Brazzaville et à Kinshasa. Le cadre de coopéra-

tion entre ces deux villes envisage également d'aménager des rencontres sportives ainsi qu'un festival de musique moderne congolaise, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation. Afin de mettre un terme aux voyages de clandestins sur les deux rives, un comité permanent de gestion du trafic fluvial entre les deux beaches devrait être mis en place, après concertation avec les responsables des services concernés. C'est pourquoi la Cospeco a sollicité un statut d'observation pour la grande commission mixte de coopération entre la République du Congo et la République démocratique du Congo.

Sur le plan des affaires, l'agenda de la nouvelle mandature de l'institution est annexé avec l'organisation de ren-

contres alternatives des opérateurs économiques et la promotion de l'artisanat des deux capitales. Ultérieurement, l'institution de coopération entre les deux villes publiera un annuaire Cospeco des acteurs et opérateurs économiques, avant d'envisager l'instauration d'une carte de commerçant du Pool, pour les personnes assurant le trafic entre Kinshasa et Brazzaville. Ainsi, la Cospeco tient à convier, à la prochaine assemblée générale ordinaire, les responsables des Chambres de commerce des deux villes, afin d'inciter la promotion de l'artisanat.

Enfin, au cours de cette mandature, la Cospeco est invitée à suivre le dossier de la parcelle du défunt Mampouya Jean, située à Kinshasa.

Fortuné Ibara

MUSIQUE

L'artiste Tata Bouesso relance sa carrière avec Lucky Jazz Band

Après plusieurs années passées en solo dans son rôle de griot, Adolphe Bouesso, dit Tata Bouesso, a décidé de créer un groupe « Lucky Jazz Band » avec lequel il se produit tous les week-ends à Abricotier, un cadre récréatif situé au bord de l'océan Atlantique à Pointe-Noire.

Tata Bouesso - Adoptez pour les intimes - a longtemps évolué en solo, accompagné de temps à autre par un ou deux musiciens à la percussion ou dans un chœur. Ses prestations, généralement réussies, se faisaient le plus souvent dans les cabarets et les bistrotts de la place et occasionnellement lors des soirées annuelles organisées par le Cercle culturel pour enfants dénommé « Nuit des griots ». En octobre 2002, il décide de créer son propre groupe « Lucky Jazz Band », comprenant huit musiciens : un saxophoniste, un bassiste, un claviste, un drummer, un soliste et des chanteuses. Chaque fin de semaine, le public d'Abricotier se délecte avec ce groupe au rythme de la world music (jazz, blues, salsa, rumba). « J'ai beaucoup fait le cabaret ce qu'on appelle communément le troubadour. Avec un peu de recul, j'ai la conviction que je n'ai pas



Adolphe Bouesso, dit Tata Bouesso perdu mon temps puisque ce genre musical m'a permis d'étoffer mon registre, avec une panoplie de musiques jouées telles les musiques chinoise, arabe ou brésilienne. Cela m'aide beaucoup puisque je me sens autant à l'aise lors des manifestations festives que devant un public connaisseur et rigoureux », a expliqué Tata Bouesso.

L'artiste ne manque pas d'ambition. « Tout musicien nourrit des ambitions légitimes car après tout, le but est de rechercher toujours la perfection. Les grandes salles du pays et d'ailleurs, les grands festivals, et pourquoi pas la sortie d'un album,

font partie des rêves de Lucky Jazz Band », a-t-il renchéri.

Tata Bouesso a commencé la musique dans les années 1980 à Brazzaville où il évolua dans plusieurs groupes amateurs. La rencontre avec le virtuose de la guitare, feu Ben Koulou, ancien guitariste de Nzongo Soul, sera le déclic de sa carrière musicale. Se perfectionnant à la guitare, il sera enrôlé dans l'orchestre Walla Players de Nzongo soul, un an plus tard. Avec ce groupe, Tata Bouesso joue dans plusieurs localités et commence à être apprécié du public. À la mort de Ben Koulou, il crée son propre groupe, Matrix, lequel, avec de modestes moyens, existera de 1991 à 1997. Tata Bouesso s'installera ensuite à Pointe-Noire où l'enseignant Tata Bouesso sera griot à ses heures, mais également enseignant d'anglais.

Initiateur du Walkimbgié-rock-music, un rythme qui combine à la fois le Walla, le Kimbwa, le Nngiégié, le Muntuta et le Hard Rock, Tata Bouesso veut aujourd'hui donner une dimension plus professionnelle à sa carrière. L'ensemble Lucky Jazz Band (qui signifie « La chance de la bande à Jazz ») est prêt à l'aider dans son dessein.

Hervé Brice Mampouya

FESTIVAL INTERNATIONAL KIMOKO

La sixième édition aura lieu à la fin de ce mois

« L'art, outil majeur de formation de l'humain », c'est sur ce thème que se tiendra la sixième édition de ce festival international de théâtre, ballet-théâtre, conte et danse contemporaine, qui se déroulera du 20 au 25 juillet au lieu du 20 au 25 octobre, comme d'habitude.

Les raisons de ce changement de programme sont dictées par la météorologie. « Cette année, le festival se tiendra plus tôt à cause de la saison des pluies qui nous perturbait souvent au mois de octobre », a précisé Huguette Nganga Massanga, membre du comité d'organisation du FIK.

Trois sites vont abriter l'événement : l'Espace du trentenaire, le centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard et l'esplanade de la société Congo Terminal. Le Festival international Kimoko (FIK) innove cette année avec davantage de grands spectacles. Alors que pour la précédente édition, douze compagnies (Congo, Cameroun, France, Centra-

frique et RDC) et deux ateliers (écriture dramatique et Master Class de théâtre) avaient été programmées, cette année les planches accueilleront sept grandes compagnies. Le public aura ainsi droit à *Verre cassé* d'Alain Mabankou, interprété par Benazingui (Cameroun), *La fille bleue* par la troupe Ipala Pala théâtre (Congo), *Deux sœurs* par la compagnie Les Mille Saveurs (France), *L'île des égarés* par Rimac (Tchad, Cameroun, France, Congo), *Ntoyo* par la Compagnie Tomosala (Congo), et *L'imprudance* par Zacharie théâtre (Congo), une troupe de Brazzaville composée de personnes malentendantes. Plusieurs artistes de la ville océane prendront aussi part à l'événement. « Puisque Kimoko veut dire "causerie" en langue kituba, chaque spectacle sera suivi d'un petit moment d'échange entre les acteurs et le public. Ces échanges concerneront leur spectacle et leur travail au quotidien », a indi-

qué Huguette Nganga Massanga.

Pour ce qui est du choix du thème de cette édition, elle a expliqué que le FIK voulait, à travers les différents spectacles, montrer comment l'art concourt à la formation de l'esprit.

Trois ateliers seront animés en marge du festival sur le jeu du comédien dans le monologue par André Bang (Cameroun), l'utilisation de la scène au ballet-théâtre et à la danse par Jhef Biyeri (Congo) et l'initiation à l'écriture dramatique par Huguette Nganga Massanga, qui est aussi écrivaine et poétesse.

Le lancement de la sixième édition du FIK aura lieu le 20 juillet à l'espace culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, situé au rond-point de Mpita (arrondissement 1, ÉmeryPatrice-Lumumba), à côté de l'école primaire Germain-Bikouma. Les spectacles sont gratuits et ouverts à tous.

Lucie Prisca Condhet



VIVE LES VACANCES !

8 CHAINES POUR TOUS LES AGES



ELECTRA 66 57 25 25*
 BUROSTOCK 66 32 33 40*
www.canalplus-afrique.com

Voir conditions et tarifs auprès de votre Distributeur Agréé. *Prix d'un appel local selon tarif en vigueur de votre opérateur.



ASSURANCES GENERALES DU CONGO

A.G.C.S.A

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

WWW.AGCCONGO.COM **HAKUNA MATATA!**

MBOTE!

Vous faites partie des privilégiés

PROGRAMME MBOTE

Bienvenue chez vous. www.flyecair.com ; Relations clients : + 242 06 509 0 509 (Congo) + 33 01 78 77 78 77 (France) E- mail: relationclients@flyecair.com



LES DEPECHEES DE BRAZZAVILLE LANCE DEUX NOUVEAUX SITES INTERNET



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

Tout
l'ac

Toute
l'actualité
du Congo
au quotidien

Depuis quinze ans, le quotidien Les Dépêches de Brazzaville accompagne les mutations de l'Afrique centrale par sa capacité à informer, à décrypter et anticiper l'Afrique de demain. A l'image de cette Afrique en mouvement, le site Internet des Dépêches de Brazzaville évolue.

Nous lançons aujourd'hui deux nouveaux espaces électroniques, innovants, rapides et dynamiques, qui répondent à la demande croissante de nos lecteurs en quête d'informations quotidiennes sur le Congo et sa région.

www.adiac-congo.com
www.brazzaville-adiac.com

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.lesdepechesdebrazzaville.com

Retrouvez désormais chaque jour :

- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel.
- Des focus sur les informations phares,
- Différentes entrées possibles : par département, thèmes, etc.
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos,
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

Mis à jour quotidiennement, la version électronique des Dépêches de Brazzaville et le site de l'Agence d'information d'Afrique Centrale diffusent une information complète sur le Congo et sa région grâce au travail quotidien de leurs 40 journalistes permanents basés à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Kinshasa, Paris, Rome et Bruxelles qui relaient en continu l'actualité de l'une des régions les plus dynamiques du continent.

Avec ses éditions de Brazzaville et de Kinshasa, sa nouvelle édition du samedi, et son portail d'information en temps réel, Les Dépêches de Brazzaville en ligne offrent l'opportunité de rester en contact permanent avec l'Afrique centrale.

Un rendez-vous quotidien incontournable.

FÉCOHAND

L'avocat de Benjamin Mankou conteste la nomination des entraîneurs

Me Amédée Nganga estime que le bureau sortant de la Fédération congolaise de handball (Fécohand) n'a pas compétence pour désigner les entraîneurs de l'équipe nationale, son élection ayant été invalidée.

Le 30 juin 2013, les responsables sortants de la Fécohand initiaient la note de nomination des entraîneurs devant diriger les Diables rouges cadets et juniors. Michel Kaya se voyait ainsi confier la mission d'entraîner la première catégorie, avec pour adjoint Victor Maténé. La seconde catégorie revenait à Simon Badénika associé à Jacques Nzaba. Les nominations étaient médiatisées le 11 juillet alors que sept jours avant, la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (CCAS) invalidait l'élection des membres du bureau sortant de la Fécohand.

Me Amédée Nganga, avocat de Benjamin Mankou, concurrent du

président sortant Henri Joseph Parra, est monté au créneau contre ces nominations, qu'il juge illégales. « Une attitude respectueuse de la loi, pour le bureau sortant de la Fécohand, aurait été de ne prendre aucun acte à la suite de la décision rendue le 2 juillet par la CCAS », a-t-il déclaré.

Outre l'invalidation de l'élection, la décision de la CCAS, rappelons-le, préconisait la mise en place d'une commission ad hoc devant prendre en main les affaires courantes de la Fécohand. Les deux candidats à la présidence, Benjamin Mankou et Henri Joseph Parra devaient donc se préparer pour retourner aux urnes.

Seulement, certaines sources indiquent qu'en attendant la mise en place officielle de la commission ad hoc par le ministère des Sports, c'est le bureau sortant qui a la responsabilité de gérer les urgences. Il s'agit notamment de la participation des Diables rouges



Me Amédée Nganga

juniors à la Coupe du Monde du 14 au 28 juillet 2013, outre la préparation de la Coupe des Nations qui se jouera à Oyo en août. C'est principalement pour ces urgences que les entraîneurs ont été nommés. Cette version des faits est contestée par Me Amédée Nganga qui explique que la décision rendue par la CCAS ne confiait pas au bureau sortant la gestion des affaires courantes.

La situation actuelle de la Fécohand suppose donc que la commission ad hoc devrait être mise en place le plus vite possible pour apaiser ce climat. Même si certains spécialistes soulignent qu'aucun texte de la Fédération internationale de handball ne prévoit une collaboration entre cette structure mondiale et une commission ad hoc dans la gestion des affaires d'une fédération qui lui est affiliée.

Rominique Nerplat-Makaya

FOOTBALL

L'actualité des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne : Sembolo et Bielefeld prêts pour la première journée

À une semaine de la reprise du championnat, qui verra Bielefeld se déplacer à Greuther Fürth, la nouvelle équipe de Francky Sembolo semble prête. Mardi, l'Arminia s'est imposée, sans forcer, face au SC Wiendenbrück (4^e division) sur le score de 3-1. Titulaire, Sembolo s'est distingué par une tête au ras du poteau à la 3^e minute. Remplacé à la pause sous un soleil de plomb.

Le 2 juillet, lors de sa première apparition sous son nouveau maillot, Sembolo était titulaire lors du match nul, face à l'Austria Vienne (2-2). À l'origine du premier but de son équipe, puisque sa frappe puissante était mal repoussée et profitait à Klos, il est sorti à l'heure de jeu. Le 5 juillet, il a joué la première mi-temps lors de la victoire de Bielefeld à Wolfesberger (2-1). Sembolo et ses coéquipiers passeront un ultime test, ce vendredi soir, face aux redoutables Néerlandais du PSV Eindhoven.

Allemagne : Mouaya, touché aux adducteurs, absent face à Esbjerg

Souffrant des adducteurs depuis la semaine dernière, Pitchou Mouaya était absent lors des deux dernières rencontres amicales disputées par Hallescher (samedi 5 face à Lok, victoire 3-0, et mardi 9 face aux Danois d'Esbjerg, défaite 1-2). De retour à l'entraînement mercredi, le défenseur central sera toutefois à la disposition du

staff pour la première journée de championnat, le 19 juillet, à Leipzig. Notons que son contrat a été prolongé d'une année et court désormais jusqu'en juin 2014.

Belgique : blessé, Moyo met un terme à son essai à Charleroi

Arrivé la semaine dernière à Charleroi pour y effectuer un essai, Yven Moyo n'a pu réellement tenter sa chance, car il a rapidement contracté une blessure aux adducteurs et a été contraint de mettre un terme à son test.

Estonie : contrat résilié pour Yannick Mbemba à Tammeka

Arrivé en avril à Tammeka, le club de Prêche Mboungou, Yannick Mbemba avait signé un contrat d'un an avec la formation estonienne, début mai. Mais le club et le joueur ont décidé de procéder à une résiliation à l'amiable. A Tammeka, le défenseur central ne s'est pas imposé, ne disputant que trois matchs avec l'équipe réserve. Disposant d'un permis de travail de trois ans pour la zone Schengen, l'ancien joueur de Diables noirs et de l'AC Léopards est désormais à la recherche d'une nouvelle équipe.

L'actualité des transferts

Écosse : Steven Mouyokolo proche d'un accord avec le Celtic de Glasgow

À l'essai depuis plusieurs semaines chez le champion d'Écosse

en titre, le Celtic de Glasgow, Steven Mouyokolo aurait reçu une proposition de contrat portant sur une saison. En manque de rythme depuis plusieurs mois et sa résiliation avec Wolverhampton, Mouyokolo a récupéré sa forme physique et a participé à deux des trois matchs amicaux disputés par les Hoops.

Le 3 juillet, contre Sevastopol, promu en première division ukrainienne, l'ancien joueur de Gueugnon et Boulogne-sur-Mer a joué toute la rencontre, perdue par le Celtic, en défense centrale. Trois jours plus tard, il est resté sur le banc lors de la défaite de la formation écossaise face aux Roumains de Cluj.

Le 9 juillet, il a joué 67 minutes lors du lourd revers encaissé par les Hoops face à Greuther Fürth (2-6). Le score était de 2-3 à sa sortie. En cas de signature, qui pourrait avoir lieu dans les prochaines heures, il s'agirait d'un retour au premier plan pour le robuste défenseur central (1,90 m) : blessé face à Auxerre, en février 2012, lors de son prêt à Sochaux, Mouyokolo n'a plus joué de match professionnel depuis 15 mois. Alors que la suite de sa carrière s'inscrivait en pointillés, il pourrait ainsi disputer la très prestigieuse Ligue des champions.

Une belle histoire pour Mouyokolo, à qui il ne manquerait plus qu'un retour chez les Diables

rouges, avec lesquels il a un passé douloureux : blessé au genou lors d'un stage au Maroc, en 2008. S'en était suivi un conflit avec les dirigeants de la Fécofoot de l'époque. Qui ne sont plus en poste aujourd'hui. L'eau a coulé sous les ponts. Suffisamment pour revoir Mouyokolo en vert-jaune-rouge ?

Angleterre : David Louhoungou dans le viseur du FC Gateshead

À l'essai au FC Gateshead depuis une semaine, David Louhoungou est activement sollicité par le staff du club de Conférence National (5^e division anglaise). Titulaire lors d'un match amical le week-end dernier, le milieu de terrain congolais a déjà une chanson à son nom. Il devrait recevoir une offre des dirigeants du club situé dans la banlieue de Newcastle.

Malgré quelques sollicitations en France, où plusieurs clubs de CFA lui ont ardemment fait la cour, David Louhoungou voulait donner la priorité à un challenge à l'étranger, lui qui a déjà évolué en Turquie et en Écosse. C'est donc en Angleterre qu'il pourrait jouer l'an prochain. Mais il est conscient que la cinquième division, même en Angleterre, reste éloignée des standards internationaux. Il ne ferme donc pas la porte d'autres propositions. Et s'il devait signer à Gateshead, « c'est pour briller et vite rebondir aux étages supérieurs. » « C'est un bon club, bien structuré et où l'on multiplie les gestes à mon égard. J'aspire à un niveau

supérieur et le staff le comprend. Si je dois quitter le club dans quelques mois, Gateshead ne me compliquera pas la tâche », explique-t-il.

En attendant, Louhoungou a joué 45 minutes lors de la victoire (2-1) de Gateshead face au FC Patrick Thistle, pensionnaire de première division écossaise. Dix-septième du dernier championnat, le FC Gateshead se veut ambitieux l'an prochain et le recrutement de l'international congolais serait un signe fort envoyé à ses supporters.

Ligue Europa, match retour du premier tour préliminaire

Mal embarqués après leur score de parité concédé au match aller sur leur terrain (1-1), l'Inter Bakou et Bruce Abdoulaye ont formidablement inversé la tendance en l'emportant 2-0 sur la pelouse de l'IFK Mariehamn. Bruce Abdoulaye (photo) était titulaire et s'est distingué en intervenant sur un coup franc d'Adlam, à la 43^e.

Ulrich Kapolongo a foulé le sol européen pour la première fois de sa carrière lors du match retour entre Qarabag et le Matelurg Skopje (1-0). Remplaçant, il est entré à la 88^e minute, alors que son équipe venait d'ouvrir le score.

Au tour suivant, l'Inter Bakou recevra les Norvégiens de Tromsø et Qarabag accueillera les Polonais du GKS Piast Gliwice (matchs aller le 18, retour le 25).

Camille Delourme

Ecobank vous souhaite
un bon mois de Ramadan

رمضان كريم

Ramadan Kareem



ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Archiviste

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable des Opérations
Objet du poste : Sous la supervision du Responsable des Opérations, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- Acquérir ou collecter des départements les documents (documents administratifs, semi administratifs et comptables) ayant une valeur juridique et administrative.
- Tenir en principe l'ensemble des documents dits sensibles ou essentiels (garanties, conventions, etc.)
- Organiser l'ensemble de ces documents suivant une logique propice à plus de visibilité.
- Traiter les documents pour un meilleur conditionnement (traitement physique) et une bonne exploitation (traitement intellectuel).
- Préserver les documents à travers leur bonne tenue physique et leur intégrité (lamination, copies de sécurité).
- Conserver les documents dits sensibles/essentiels (en principe) ainsi que ceux pouvant être frappés par les délais de conservation.
- Classer ces documents dans un ordre permettant une recherche aisée.
- Mettre à disposition tout document sollicité, en conformité avec le respect à la fois de la déontologie et des procédures internes.
- Eliminer et détruire avec l'aval du département verseur des documents atteints par la

limite de conservation.

- Vérifier périodiquement l'état des documents (tri, réajuster le matériel de conditionnement, interroger le plan de classement).
- Numériser le fonds documentaire pour pallier aux lourdeurs de la gestion manuelle.
- Sécuriser l'ensemble du fonds des ensembles de documents papier et des intertempéries.
- S'assurer régulièrement de l'état des archives des agences.
- Tenir un coffre fort ou une armoire ignifuge pour la conservation des documents essentiels.

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
- BAC + 3 ou 4 en Economie, Droit, LVE, secrétariat
- 1 à 2 ans d'expérience dans le domaine,
- Goût de l'ordre et de la discrétion,
- Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout
- Aptitude à travailler sous pression avec des délais serrés sur plusieurs dossiers
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, capacité à travailler sous pression.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Assistant Trésorier

Lieu d'affectation : Brazzaville

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable de la Trésorerie

Objet du poste : Sous la supervision du Responsable de la Trésorerie, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- gérer l'activité de change de manière optimale (transferts émis et reçus, change manuel, liquidation des positions de change, rapatriement des recettes d'exportation, etc).
- réaliser les objectifs financiers assignés en matière de revenu de change et commissions.
- informer et assister les départements commerciaux dans la vente des produits de Trésorerie à la clientèle ;
- visiter conjointement avec les commerciaux les clients et prospects à fort potentiel en terme de produits de trésorerie.
- développer des niches d'activité ou nouveaux produits répondant aux besoins de la clientèle.
- développer qualitativement le portefeuille en ciblant les prospects à fort potentiel et en mettant en œuvre des actions pour les conquérir ;
- Effectuer des actions concertées avec les collègues des autres filiales sur les clients intervenants dans plusieurs pays.

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
- Bac+4/5 en finance, gestion, marketing ou autres disciplines connexes
- Une première expérience professionnelle est souhaitée dans une fonction commerciale, bancaire et financière et de préférence dans une salle de marché ou Trésorerie
- Capacité à identifier des besoins de la clientèle ;
- Capacité à analyser et interpréter les informations financières ;
- Connaissance des produits de Trésorerie
- Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout
- Capacité à travailler sous pression et de façon autonome
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, rigueur, force de proposition.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Assistant Contrôleur Interne

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable du Contrôle Interne

Objet du poste : Sous la supervision du Responsable du Contrôle Interne, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- S'assurer que les activités des agences et services du siège sont conformes aux Politiques/Procédures/règlements en vigueur.
- Fournir conseil aux organes de décisions, aux unités d'affaires (SBU's) et à la stratégie dans le cadre du contrôle et de la conformité.
- Créer et améliorer une culture de conformité homogène dans les agences conformément à la politique générale de l'institution.
- Construire un solide KYC et KYC(B) en conformité avec le cadre réglementaire.
- S'assurer de l'intégrité des transactions enregistrées dans le système à travers des revues journalières des comptes de la balance générale et des rapports standards.
- S'assurer que les écritures passées dans les comptes GL reflètent les transactions réelles de la banque. Tout manquement par rapport aux procédures doit être consigné dans un rapport approprié et transmis à la hiérarchie.
- Effectuer dans les délais requis les contrôles spécifiques qui pourront être demandés par le Directeur du contrôle interne.
- Assurer le suivi des résolutions de toutes les anomalies relevées dans les rapports des inspecteurs, des commissaires aux comptes, de la commission bancaire et autres revues.
- S'assurer de l'existence de tous les documents KYC dans les dossiers d'ouverture des comptes des clients à travers une revue régulière ; rapprocher ces informations à celles enregistrées dans le système.
- Revue journalière des rapports de réconciliation des comptes.
- Revue journalière de tous les formulaires numérotés (ex : chèque mangés, chèque certifié, fiche de deal, Formulaire M, Formulaire A) pour assurer l'état complet et propre des postes/financements.

Effectuer toutes les autres vérifications indépendantes prévues dans le proof chart du contrôle interne

- Revue des comptes de la compense
- Revue journalière des réconciliations ATM
- Conduire les investigations spéciales attribuées de temps en temps.
- Préparer les éléments des rapports à la Direction générale et au Groupe,
- Réaliser tous travaux demandés par le responsable hiérarchique.

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
- Bac+4/5 en Comptabilité, Finance, Economie, Banque
- Connaissance des techniques d'audit, de la Comptabilité, des opérations de la Trésorerie et des Opérations bancaires/crédit
- Connaissance en Risque Opérationnel et détection de fraude
- Connaissance des produits et services bancaires, financiers et d'Assurance
- Capacité à interpréter, comprendre et mettre en œuvre les politiques, procédures et réglementation.
- Aptitude d'analyse et d'investigation
- Capacité à travailler sous la pression, à résoudre les problèmes
- Capacité de communication orale et écrite
- Attention aux Détails, Esprit Indépendant, bon rapport interpersonnel
- Bonne connaissance des logiciels de bureautique (Microsoft Word, Excel, Powerpoint, Outlook ...)
- Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout
- Capacité à travailler sous pression et de façon autonome
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, rigueur, force de proposition.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Assistant Financier

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable du Contrôle Financier

Objet du poste : Sous la supervision du Responsable du Contrôle Financier, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- Gérer le registre des immobilisations de la banque ;
- Préparer et comptabiliser les charges payées d'avance;
- Préparer et régler tous les impôts mensuels dus ;
- Elaborer les états de rapprochement du Département;
- Elaborer le "expense reporting";
- Suivre le budget des investissements de la banque ;
- Préparer le rapport des dépenses d'investissement pour le Comité de Dépense;
- Vérifier les pièces comptables avant transmission à la signature du N+1;
- Créer les nouveaux comptes dans l'applicatif bancaire;
- Apurer les écritures en suspens identifiées sur les états de rapprochement des comptes internes du Département;
- Analyser les comptes d'Etat ;
- Vérifier les saisies des écritures dans l'applicatif bancaire;
- Suivre les courriers reçus et émis du Département ;
- Assurer l'intérim des autres membres du Département

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
- Bac+4/5 en finance, gestion ou autres disciplines connexes
- Une expérience professionnelle dans une fonction similaire serait un atout,
- Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout
- Capacité à travailler sous pression et de façon autonome
- Rigueur, organisation, précision, intégrité, discrétion, connaissances en comptabilité, fiscalité, encadrement, informatique, sens analytique, gestion des délais.
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, force de proposition.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Responsable Logistique

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Chef de département des Opérations et de la Technologie

Objet du poste : Sous la supervision du Chef de département des Opérations et de la Technologie, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- Gérer et coordonner l'approvisionnement et la gestion des fournisseurs, des installations, des équipements, de la logistique et du transport afin d'assurer un maximum de bénéfice à l'Institution,
- Centraliser les besoins d'achats,
- Réaliser des projets rentables qui permettrait au département d'atteindre ses objectifs tant au niveau organisationnel, fonctionnel que stratégiques,
- Fournir un guide de gestion aux parties prenantes sur l'analyse des avantages des coûts des projets,
- Gérer et surveiller le financement des projets et les flux de trésorerie et maintenir les contrôles financiers.
- Gestion proactive de la performance des consultants externes, développer ses relations avec les entrepreneurs et fournisseurs
- Veiller à la mise en œuvre des bonnes pratiques de santé et de sécurité afin de minimiser les risques d'accident sur les lieux de travail.
- Coacher, guider, motiver et superviser les membres de son équipe, des membres des équipes des projets dont il est le superviseur, ainsi que les différents entrepreneurs qui sont ses partenaires,
- Développer les talents au sein de son équipe, et partager ses compétences à ses collaborateurs,
- Gérer de manière proactive les changements dans la gestion des projets, identifier les crises potentielles et élaborer des plans d'urgence,
- Gérer et surveiller les renouvellements de baux et des augmentations de loyer,
- Fournir des données exactes sur les obligations statutaires,
- Créer et maintenir des liens relationnels solides avec les bailleurs,
- Servir d'agent de liaison entre l'Institution et les organismes gouvernementaux pour assurer de la conformité de toutes ses activités,
- Gérer le système d'archivage de l'institution,
- Gérer efficacement toutes les questions d'acquisition (location ou

- achat) des propriétés par l'Institution,
- Mettre en œuvre un plan de maintenance annuelle qui fonctionnerait dans tous les bâtiments de l'Institution,
 - Présenter son budget contrôler ses dépenses afin d'atteindre les objectifs financiers,
 - Donner des conseils sur les risques associés à chacun des biens de l'Institution et fournir un plan d'action pour remédier ou minimiser les risques,
 - Créer un environnement sain et convivial pour le personnel, les clients et les visiteurs,
 - Gérer et surveiller les prestataires de services afin de s'assurer de la qualité du service offert à un coût raisonnable,
 - Mettre l'accent sur les normes de suivi régulier et de formation approfondie pour les membres de son équipe pour leur permettre d'accomplir leurs tâches et répondre aux besoins de l'institution,

Profil du candidat

- Homme/femme, 35 ans au plus
- Bac+3/4 en Logistique, Comptabilité, Finance, Economie, Douane et transit
- Rigoureux dans le respect de la discipline et de la propreté,
- Connaissances en gestion de projet,
- Excellentes compétences en leadership,
- Bonne gestion de la relation clientèle,
- Solides compétences analytiques,
- Bon communicateur, bonne gestion de la négociation
- 05 ans d'expérience minimale dans un organisme professionnel reconnu,
- Attentif aux détails, esprit indépendant, bon rapport interpersonnel
- Bonne connaissance des logiciels de bureautique (Microsoft Word, Excel, Powerpoint, Outlook ...)
- Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout
- Capacité à travailler sous pression et de façon autonome

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Titre du poste : Assistant en charge des Risques Opérationnels

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable des Risques

Objet du poste : Sous la supervision du Responsable des Risques, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- Suivre le processus de continuité d'activité (PCA) de la banque:
 - Participer aux tests (la présence physique est requise);
 - Suivre les actions correctives issues des résultats des tests.
- Gérer et d'évaluer les risques opérationnels (gestion intégrée dans notre logiciel d'Auto-évaluation des Risques et Contrôles : AERC).
- Suivre les plans d'actions développés pour atténuer les risques identifiés.
- Vérifier la conformité des renseignements indiqués dans le logiciel AERC.
- S'assurer que les informations renseignées dans le logiciel AERC sont conformes pour faciliter l'adaptation et la mise en place du planning stratégique des Risques opérationnels.
- Préparer, tenir et animer les réunions des Comités de Risques Opérationnels par Départements concernés et celui de la filiale. Suivi et mise en œuvre des recommandations.
- Suivre les performances de pertes opérationnelles de la filiale conformément au budget et recommander des changements quand cela est nécessaire.
- Donner un feedback permanent aux différents départements/unités sur les performances de risques opérationnels par rapport aux objectifs.
- Suivre les plans d'action/mesures correctives.

Profil du candidat

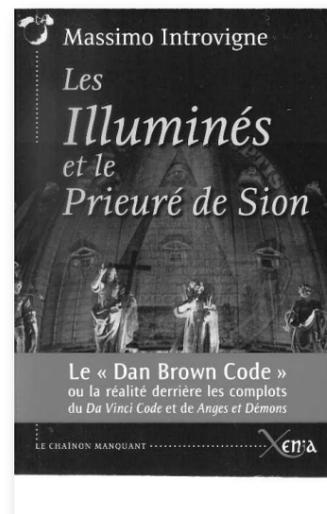
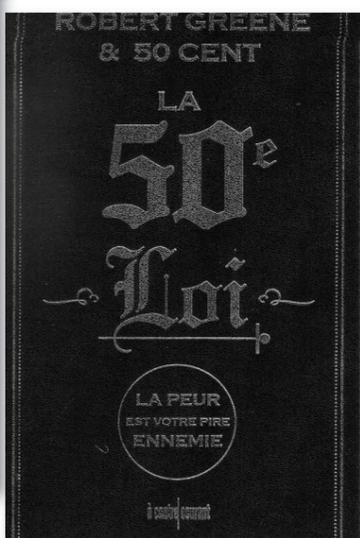
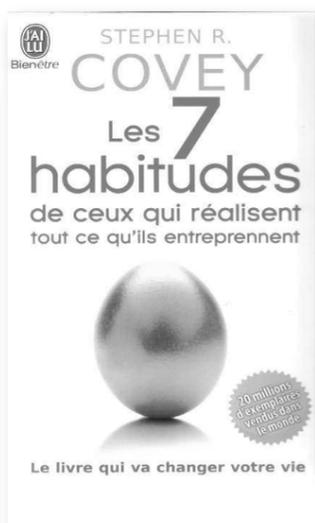
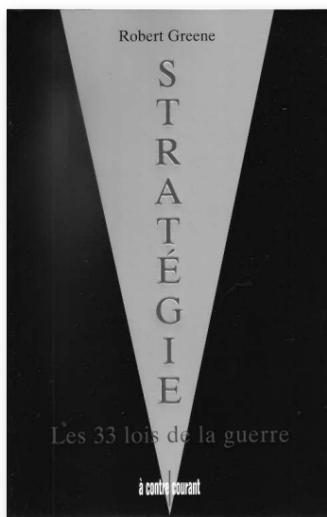
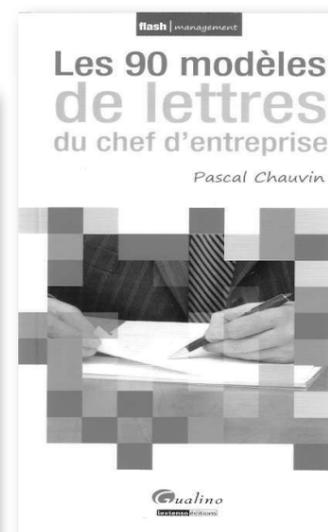
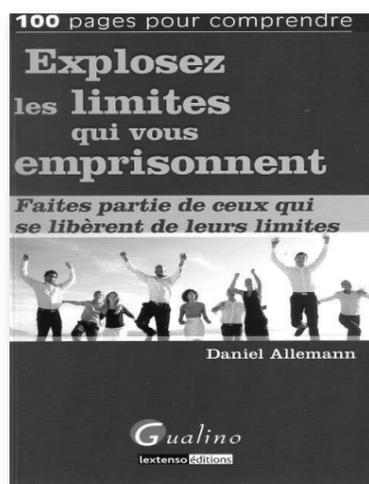
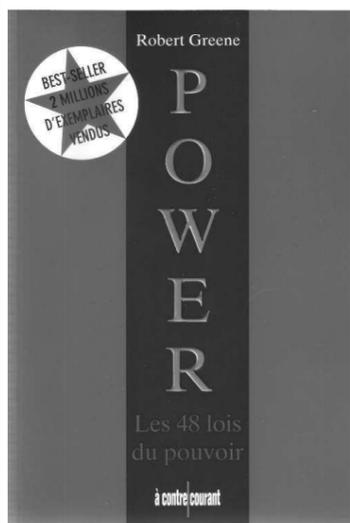
- Homme/femme, 30 ans au plus
- BAC + 4 en Gestion, Comptabilité, Economie ou Droit
- 1 à 2 ans d'expérience (Avoir travaillé en banque, notamment dans la gestion des risques bancaires, serait un atout)
- Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout
- Aptitude à travailler sous pression avec des délais serrés sur plusieurs dossiers
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, rigueur, force de proposition, capacité à travailler sous pression.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



R C

Campagne d'adhésion ... Rejoignez-nous!

L'Appel du Rassemblement Citoyen de Juin 1998

Les leçons de l'histoire... ou l'opportunité manquée

A la fin des années quatre-vingt, nous avons sans doute été pris de court par les soubresauts mondiaux. L'éloignement géographique joint aux menus problèmes du quotidien ne nous a pas aidés à prêter l'attention nécessaire à ce qui se déroulait dans les pays de l'Est de l'Europe. Sans que ces événements nous passent totalement par-dessus la tête, nous n'en avons que moyennement saisi la portée. En fait, nous n'avons pas été capables d'y lire la trame d'une des plus grandes révolutions de ce millénaire finissant, cause des grandes répercussions dans le monde. Il n'est pas faux aujourd'hui d'affirmer que les événements de l'Est ont suscité un regain d'énergie tel que les peuples n'en avaient pas connu depuis des décennies.

Pris dans la tourmente des évolutions entraînées par les événements de l'Est, nous avons cru devoir examiner les requêtes qui venaient de la société congolaise selon les critères de la justice et de la morale. Mais au terme de cinq mois de conférence nationale avons-nous seulement été capables d'apporter une réponse à la revendication éthique du peuple, celle qui consiste à voir apparaître des leaders politiques qui donnent l'exemple? Mieux avons-nous soupçonné un seul instant que la paix dans toute société a pour fondement la justice?

Notre pays dans le passé n'a toujours pas fait les bons choix

Pourtant le grand dessein de la conférence nationale souveraine était d'offrir à notre pays le Congo l'opportunité d'une nouvelle donne politique. Nous avions visiblement besoin d'un *new-deal* qui réalise les grands travaux et restaure l'Etat régalien dans son exigence d'une gestion plus morale.

La conférence nationale était également l'occasion d'instaurer un climat politique qui permette le respect des différences et empêche d'instituer des citoyens blessés. Au-delà, elle était l'occasion d'un renouveau humain partant du renouveau de nos mœurs et pratiques politiques.

C'est dire que l'histoire nous offrait là l'occasion d'un renouvellement de la classe politique congolaise. Mais éduqués dans le respect des aînés, nous nous sommes abstenus de prendre la relève. Encore ancré dans la tradition, notre peuple n'aurait pas compris qu'il en fût autrement. C'est ainsi que nous avons soutenu de toutes nos forces nos aînés, pensant pouvoir faire d'eux des leaders crédibles et capables de porter la nouvelle espérance nationale. Tout en nous témoignant de notre loyauté à leur égard. Quoi d'étonnant que certains d'entre nous en soient morts, puisqu'ils ont cru jusqu'à la fin de leur vie à la possibilité pour nos aînés de se ressaisir chaque fois qu'ils s'engageaient dans des options qui s'éloignaient de l'intérêt général en compromettant dangereusement la cohésion nationale.

Privilegier le dialogue et les solutions négociées dans



Le siège du Rassemblement Citoyen, à Brazzaville.

toutes nos crises, garantit au Congo une paix durable et une crédibilité sur le plan international. Ainsi souvent, des drames nationaux nous ont donné raison. Nous aurions préféré sincèrement nous priver de pareil privilège.

Souvenons-nous que la Conférence Nationale a outrancièrement personnalisé les questions politiques en désignant des boucs émissaires et en voulant introduire dans les pratiques politiques les règlements de comptes. Pressentant les risques de crispation dangereuse des différentes familles politiques, nous nous sommes radicalement opposés à ces pratiques inquisitoriales d'un autre âge. On ne construit pas un pays dans l'exclusion de ceux qui pensent différemment. Aussi, avons-nous largement contribué à la mise en place des formules consensuelles en nous exposant à toutes les incompréhensions et toutes les inimitiés. Cette philosophie devait pourtant triompher avec éclat. Pour s'être écartées de notre option, les dernières évolutions politiques étaient encore une fois la preuve de la justesse de nos premières positions.

La faillite des aînés

De ce point de vue, la guerre de 1997 n'est que la matérialisation de la faillite de nos aînés et de leur conception du pouvoir. Elle est plus radicalement la preuve qu'ils ne peuvent intégrer la démocratie dans son exigence de dialogue et d'arbitrage pacifique. Enfin, la guerre de 1997 marque le point de fracture irrémédiable entre les générations. Elle clôt une période de l'histoire politique de notre pays en sanctionnant des hommes, leur génération et leurs pratiques. Que la démocratie si génératrice de valeurs consensuelles et si favorable au progrès sous d'autres cieux ait été facteur de guerre prouve que nous assistons à un dangereux renversement de situation.

Les agents d'un tel recul historique ne peuvent plus

prétendre être les moteurs de l'histoire nationale désormais dévoyée. Il est impératif qu'émergent des énergies nouvelles afin que l'histoire reprenne son cours et que le peuple traumatisé reprenne espoir. Il est surtout indispensable que naisse un espace capable de fédérer lesdites énergies dans une volonté radicale d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire politique de notre pays. La démocratie n'abolit ni les différences ni les contradictions sociales. Elle fédère des volontés dans la défense des grandes valeurs nationales et arbitre les conflits par le débat. Nulle part elle ne fait éclater le pays en petits camps ennemis qui se suspectent et sont obligés de s'éliminer pour survivre.

Le R.C, un trait d'union de toutes les bonnes volontés

La création du Rassemblement Citoyen répond à ce besoin d'un tournant nouveau qui réconcilie le peuple avec la politique. En même temps qu'elle offre un instrument de lutte pour des conquêtes fondamentales et durables, elle donne aux nouvelles générations l'occasion de prendre résolument le relais pour l'organisation d'une société congolaise moderne, démocratique et apte à affronter les défis de la mondialisation.

Le R.C. ne se contentera pas de se lamenter sur les malheurs du Congo; il est surtout un laboratoire de recherche de solutions afin que les notions de fatalité et de malédiction soient définitivement bannies des représentations de notre peuple.

Dans ce sens, le R.C. est un trait d'union de toutes les bonnes volontés tendues vers un avenir qui garantit à chaque citoyen le minimum pour son bien-être. Notre pays regorge de richesses suffisantes pour que le peuple en soit le premier bénéficiaire à condition toutefois de réhabiliter le sens de la responsabilité, la rigueur au travail et le goût de l'effort.

R C

(Suite de la Page 2)

S'adapter pour mettre en place une économie mise au service de l'homme en créant des emplois

Le monde aujourd'hui est soumis à des contraintes si fortes que les choix efficaces ne s'opèrent plus qu'à l'intérieur d'un cadre binaire: mondialisation ou autarcie, marché ou idéologie. C'est dire combien le monde réel est devenu plus fort que l'univers des concepts, combien l'idéologie a été subordonnée au monde économique.

Mal préparé à la marche économique du monde, tout en espérant tirer profit de celle-ci, le Congo n'en collectionne que les effets négatifs. Quoi d'étonnant que les corollaires en soient l'instabilité, la guerre, l'insécurité et la précarité la plus insoutenable pour notre peuple: toutes choses si néfastes à l'investissement.

Un sursaut vigoureux s'impose si nous voulons survivre en tant que nation. D'où l'urgence de modifier aujourd'hui notre rapport à la politique, au politique ainsi qu'aux impératifs du marché, si nous voulons nous adapter. Dans cet esprit, notre préoccupation nationale ne doit plus être d'évincer le capitalisme mais de l'appriivoiser et de le gérer le plus humainement possible. Une nouvelle optique cherchera donc dans l'économie et le social ce qui les rend complémentaires. Difficile désormais en effet de concevoir l'une sans l'autre. Ainsi, sur le registre social, notre gestion sera protectrice à l'égard des plus pauvres. Mais comment atteindre pareils objectifs sans nous convaincre des vertus de l'initiative, de l'innovation et de la compétition? C'est ici qu'il apparaît que l'entreprise est une priorité qui commande toutes les autres. En termes plus clairs, le Congo doit maintenant apprendre à produire, produire plus et mieux; savoir vendre et être compétitif. Seuls ceux qui sont capables de dégager des profits sont en mesure d'investir; et nul n'ignore que seul l'investissement crée de l'emploi et permet de combattre le chômage qui constitue la pire des inégalités sociales. Le chômage rend les jeunes vulnérables et réceptifs aux idéologies extrémistes. Il fragilise la paix et l'équilibre sociale.

Loin d'être une capitulation à l'égard des ambitions sociales, notre vision ainsi esquissée est la vraie voie vers la paix, la justice sociale, l'Etat de droit, la démocratie et la prospérité pour notre peuple.

Cette voie amènera inévitablement chacun à se déterminer par rapport aux valeurs principales de paix, de justice, de tolérance et de travail, valeurs émancipatrices. Elle ouvrira donc d'autres issues sur le plan psychologique à des situations où plus personne ne se déterminera par rapport à l'ethnie, à la région ou à la famille. N'est-ce pas la justice qui est le fondement de la paix?

Rejeter la théorie des «minorités» c'est refuser la régression et la répétition des tragédies

Tout naturellement, la force compromet la paix quand la volonté de développement ne s'accompagne pas d'une démocratie permettant l'alternance politique. Car il est absurde de penser qu'un pouvoir fort et durable soit à la fois garant et facteur de prospérité. Nombreuses déjà sont les théories qui accréditent l'idée d'une possible renaissance africaine par la mise entre parenthèses de la démocratie transparente et l'instauration des pouvoirs forts, agents de développement et de stabilité. Les trois dernières décennies

de monopartisme que vient de vivre l'Afrique sont le plus cinglant démenti à ces idéologies de l'inaptitude congénitale de l'Afrique à la démocratie pour causes de frictions ethniques. Même les drames du Rwanda ne peuvent fournir de prétexte à une mise à plat des processus démocratiques sous le fallacieux argument que la démocratie serait toujours défavorable aux «minorités» condamnées à n'accéder au pouvoir que par les armes.

Il n'est qu'à recenser la cinquantaine d'ethnies que compte notre pays le Congo, pour comprendre qu'il peut toujours y avoir une «minorité» d'une autre «minorité». Raison pour laquelle la théorie des «minorités» ne peut qu'entretenir l'instabilité et compromettre le destin national. Elle est l'alibi de la loi du plus fort. Elle conteste l'égalité comme objectif. Notre pays a heureusement apporté un démenti à cette vision en amenant au pouvoir après la conférence nationale souveraine, un homme issu d'une des plus infimes «minorités». En élisant cet homme, le peuple congolais faisait le choix d'un programme politique qui lui paraissait correspondre à ses intérêts. On ne peut donc pas faire endosser au peuple congolais la responsabilité des drames que connaît notre pays qui ne sont que la conséquence du manque de sagesse des dirigeants politiques dans la gestion du pouvoir.

C'est du peuple que doit venir l'autorité des pouvoirs publics

Réaffirmons que la stabilité, le développement durable et la prospérité sont inséparables de la démocratie. C'est pourquoi le Rassemblement Citoyen est attaché à l'article 21 de la déclaration universelle des droits de l'homme en son alinéa 3**.

Parions sur l'intelligence pour apprivoiser notre avenir

La solution à nos crises répétées viendra surtout de la résorption de nos déficits sur le plan économique et de l'élimination de ce sentiment d'impuissance que nous éprouvons toujours face à nos partenaires économiques étrangers. D'où l'importance de l'école à la fois comme lieu d'acquisition des connaissances objectives, de l'égalité des chances et des renouvellements des consciences. Grâce à celles-ci sera réintroduite de l'éthique là où il y'a trop souvent con-

cussion, corruption et compromission tout en injectant de la transparence là où il y'a ambiguïté et clandestinité.

Difficile est la période mais prometteuses sont les perspectives nationales pour peu qu'elles rencontrent des volontés et des consciences au service du peuple et de l'intérêt national. Ces volontés et ces consciences existent et n'attendent qu'à être fédérées au sein d'une grande famille qui sache réinventer la politique et ses vertus.

Cet appel est un premier pas dans cette direction. Il vous appartient désormais d'en faire un large écho pour que le Congo, notre pays meurtri, se remette debout.

Agissons pour ne plus subir. Réapproprions-nous notre destin

Mais un tel objectif peut-il être atteint si le Congo reste éternellement suspendu à la volonté de certaines multinationales qui, comme l'affirme la presse occidentale, maintiennent ou font accéder au pouvoir les fils du pays sans aucun égard pour la vie des Congolais? C'est ici l'occasion de réaffirmer que la Paix durable, le développement durable, la prospérité et la démocratie sont à notre portée, si nous nous impliquons dans la réappropriation de notre destin. Ici nous vient comme en écho cette célèbre réflexion de J.F. Kennedy: «Au lieu de vous demander qu'a fait mon pays pour moi; demandez-vous plutôt qu'ai-je fait pour mon pays».

Qu'ai-je fait, en effet, pour que le Congo ne subisse plus?

Incontournable, cette question nous sera posée demain par les générations à venir. Ne nous y dérobon pas.

Juin 1998 à Brazzaville

Claude Alphonse N'SILOU
Le Président du RC

Note

* Déclaration universelle des Droits de l'Homme: Article 21. Alinéa 3: «La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote».

«...Il est urgent que des personnes de bonne volonté se retrouvent et mettent en place un cadre qui fera que, de manière définitive, l'alternance ne soit plus source d'inquiétude ou de peur pour les uns et de joie pour les autres. Nous devons vivre normalement notre démocratie. C'est cela qui marquera la fin des crises dans notre pays et le début d'une véritable prospérité pour notre peuple...».

C.A. N'SILOU

(Extrait discours de campagne 2009).

Rejoignez-nous!

Adhérez au RC

Contact pour adhérer :Tél.: (00 242) 05.602.60.81 / (00 242) 06.518.17.70

Email: rassemblement.citoyen@yahoo.fr / rassemblement.citoyen@hotmail.com

Facebook: [Rassemblement Citoyen](#)

Notre siège:

99, Avenue de l'O.U.A en face du Centre Sportif de Makélékélé, à Brazzaville-Congo

CONCERTATIONS NATIONALES

L'opposition fait monter les enchères

La plate-forme milite pour une médiation étrangère au moment où le pays est appelé à puiser dans l'ingéniosité de son peuple pour ériger un front commun contre la menace de la balkanisation.

Le conclave de l'opposition tenu dernièrement à Limete continue à faire jaser dans le microcosme politique congolais. À lire les résolutions ayant découlé de ces cogitations, de nombreux compatriotes s'interrogent déjà sur les vrais mobiles ayant motivé cette rencontre qui tend à remettre en cause les acquis institutionnels issus des élections de 2011. S'il est vrai que le décret présidentiel convoquant lesdites concertations demeure encore sujet à caution eu égard aux faiblesses qui la caractérisent, il est tout aussi évident que les assises de Limete ne concernent qu'une frange de l'opposition. Déjà partie émietée avec des sons discordants qui fusent quant à sa perception par rapport à l'enjeu qui se dessine, l'opposition tend à compromettre, déjà à son niveau, le processus de cohésion nationale. L'UDPS et le MLC qui en incar-

nent l'âme, du moins lorsqu'on s'en tient à leur électorat, ont fait volte-face n'émettant pas aux mêmes antipodes que le reste du groupe. Ceux qui ont effectué le déplacement de Limete ont été taxés de « menus fretins » par leurs pairs restés en dehors du cadre et qui se prévalent encore du statut controversé de « grands partis de l'opposition ».

Cependant, les préalables posés par les participants au forum de Limete invitent à l'analyse. Le fait de dénier à Joseph Kabila le droit de convoquer ces assises pose problème lorsqu'on sait que ce dernier a usé là de ses prérogatives constitutionnelles en tant que garant de la Nation. En outre, c'est au travers de sa signature apposée au bas de la résolution 2098 du Conseil de sécurité des Nations unies et de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba que ces deux instruments internationaux ont aujourd'hui une valeur contraignante pour la RDC. Que l'opposition ignore la portée de cette signature, qui engage le pays sur la voie des concertations nationales, paraît incom-

préhensible tout autant que son refus de voir l'ombre de Joseph Kabila planer sur cette grande messe nationale. Le plus navrant, c'est que la plupart des contestataires avaient souscrit à la démarche lors des consultations préliminaires initiées par Joseph Kabila avant de se rétracter après la publication de l'ordonnance y afférente.

Par ailleurs, l'obsession que fait l'opposition sur la médiation étrangère fait tout aussi jaser. « La facilitation étrangère qu'exige cette opposition pour la conduite des débats n'est-elle pas en contradiction avec sa sempiternelle rhétorique justigeant, à tout vent, les ingérences extérieures dans les affaires congolo-congolaises ! », s'interroge un analyste qui ne s'explique pas qu'en 53 ans d'existence en tant qu'État indépendant, le Congo ne soit toujours pas en mesure de résoudre en interne ses propres contradictions. Une médiation étrangère au moment où le pays est appelé à puiser dans l'ingéniosité de son peuple pour ériger un front commun contre la menace de la balkanisation,

cela dépasse tout entendement. En prônant, par ailleurs, un dialogue politique chargé notamment de débattre de tous les problèmes sociaux, des violations massives des droits de l'homme et de la formation d'une armée nationale, d'aucuns craignent qu'on ne vire à un remake du genre dialogue intercongolais.

Pas de nouvelle transition

« L'opposition ne participera pas aux concertations nationales autant que celles-ci n'intégreront pas les questions fondamentales de la légitimité des institutions issues des élections du 28 novembre 2011, du bien-être social, de la gouvernance au service du développement, du rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national ». Tel est le crédo des participants aux assises de Limete. Une manière sans doute subtile de ramener le compteur à zéro pour qu'à la fin, l'on puisse procéder à une redistribution des cartes. Quand bien même les résolu-

tions du conclave se sont prononcées « contre l'idée d'une transition ou d'un gouvernement d'union nationale dont l'objectif est de prolonger le mandat des institutions en place », il n'en demeure pas moins vrai que les appétits, au sein de la plate-forme, ne se sont pas totalement estompés. Sentant le danger, la majorité présidentielle avait déjà prévenu : « Il ne sera pas question de remettre en cause les institutions en place ». Déjà en plein dans la deuxième législature de la troisième République, le pays risquerait, du fait d'une nouvelle transition, de faire une marche en arrière, se convainc-t-on dans certains milieux.

À tout prendre, l'opposition fait là monter les enchères en faisant un vil chantage au chef de l'État et à sa majorité. Pour maints observateurs, elle devra se départir de son extrémisme outré pour donner une chance aux Congolais de discuter, via ces concertations nationales, des bases nouvelles à établir en vue de construire un nouveau Congo.

Alain Diasso

JUSTICE

La succession Bondeye Ngoni devant les juges

La progéniture a sollicité d'être départagée au sujet de la gestion du patrimoine familial commun constitué des parcelles que son défunt père lui légua.

Le parquet de Matete est saisi, depuis la première moitié du mois de mai, de la plainte d'une partie de la succession Bondeye Ngoni, qui accuse un des membres de cette succession du détournement de l'héritage familial au profit personnel. Selon des sources proches de cette famille, actuellement ce dossier est en instruction et avance comme l'aurait souhaité la partie plaignante.

Selon un membre de la partie précitée, cette dernière reprocherait à leur frère la gestion de cinq parcelles laissées par leur défunt père, à son propre profit, alors que d'autres membres de la succession auraient également souhaité bénéficier de ce patrimoine commun. « Nous sommes au nombre de dix-sept, nés de l'union de notre père avec ses différentes femmes. Il y a parmi nous des frères et des sœurs qui vivent dans la précarité, compte tenu du faible revenu. Une bonne gestion de ce patrimoine commun permettrait à chacun de subvenir tant que faire se peut à ses besoins élémentaires », a-t-il souligné. Dans sa démarche, la partie demanderesse a noté que l'aîné des enfants Bondeye, qui vit en Belgique, s'est accaparé de toutes les cinq parcelles situées dans les communes de Lemba et Masina que leur feu père leur a léguées, décédé en 1996. Celui-ci confierait la gestion de ce patri-

moine à un de ses neveux (fils de sa tante maternelle).

Tentative d'arrangement à l'amiable

Selon les informations venant de cette famille, les enfants lésés ont tenté, à plusieurs reprises, d'approcher leur frère en vue d'arranger cette situation à l'amiable. Mais celui-ci aurait évité toutes les possibilités lui offertes par ses frères et sœurs ainsi que la main tendue. « Depuis la mort de notre père, le premier conseil familial a été tenu que le 12 mai 2013, plus de quinze ans après sa mort. Notre aîné bloquait la procédure parce qu'il ne voulait pas partager cet héritage commun », a souligné ce fils Bondeye. Selon la partie demanderesse, cette action devant la justice a pour première signification une opposition, en cas de tentative de leur aîné de liquider ces parcelles. Mais ils espèrent également que la justice leur permettra de rentrer dans leurs droits et bénéficier de leurs avantages.

Dans la procuration spéciale délivrée à leur avocat-conseil, en effet, les seize enfants Bondeye lui ont donné mandat de les représenter et défendre leurs intérêts à toutes les causes qui les apposent à leur frère devant les instances tant administratives que judiciaires.

Lucien Dianzenza

FFJ encourage un journaliste à se pourvoir en appel

L'ONG reste convaincue que le Tribunal de grande instance n'hésitera pas à prononcer un non lieu en faveur de ce professionnel des médias condamné au premier degré, à quatre mois de prison avec sursis.

Dans un communiqué publié le 12 juillet, l'ONG neutre de défense et de promotion de la liberté des médias, Freedom for journalist (FFJ), s'est penchée sur le cas du journaliste et éditeur de Les coulisses, un périodique paraissant à Beni, dans la province du Nord-Kivu, Nicaise Kibel'Bel Oka. Ce dernier a été condamné, le 20 juin, à quatre mois de prison avec sursis au premier degré.

L'ONG s'est dite convaincue que ce journaliste a fait preuve de professionnalisme et reste couvert par la loi fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse, dans un procès en diffamation qui l'a opposé à un

responsable local de la douane, Yuma Lomami. « Nous nous attendions à ce que le tribunal acquitta carrément le journaliste. Hélas. Nous l'avons encouragé à aller en appel. Il a fait preuve de professionnalisme et reste couvert par la loi fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse », a déclaré le directeur de FFJ, Désiré-Israël Kazadi.

En plus de la prison, le journaliste a été également condamné au paiement de trois mille dollars américains au titre des dommages et intérêts au profit de l'accusation.

Le jugement, a-t-on noté, a été rendu par le Tribunal de paix (tripaix) de Beni dans un procès en diffamation contre le journaliste. Dans un communiqué de presse rendu public le jeudi 11 juillet dont copie a été déposée à l'ON, Kibel'Bel a fait part de son regret face à ce qu'il a qualifié de manque de

« courage de la part du juge Kabunga de prononcer son acquittement ». Il a été rappelé qu'au cours d'un procès en diffamation tenu le 05 avril devant le tripaix de la région, Yumba, qui s'était fondé sur les cinq éléments constitutifs de l'infraction de diffamation pour asseoir son réquisitoire, avait exigé, sur le banc, au journaliste de lui verser une somme de cent mille dollars pour atteinte à son honneur.

Le ministère public avait requis contre le journaliste, en son absence, une année de privation de liberté suivie de son arrestation immédiate et de paiement d'une somme de cinquante mille francs congolais au titre d'amende. Alors que l'article querellé mettait en exergue la pratique de la fraude au sein de l'entreprise et montrait que le système « Sydonia », mis en place pour contrer toute fraude, était bien faillible et manipulable.

L.D.

PROVINCE ORIENTALE

Les acteurs humanitaires appelés à plus de prudence

Selon un communiqué publié par le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha), la situation sécuritaire dans la province orientale reste volatile précisément dans le sud du territoire d'Irumu en Ituri.

Il y a de plus en plus risque de confrontation entre les miliciens du groupe armé Force de résistance patriotique de l'Ituri et l'armée congolaise. Pour protéger les humanitaires qui s'activent sur le terrain parce que, dans la plupart de cas, ils sont victimes des attaques de belligérants. Le Département des Nations unies pour la sécurité et la sûreté les appelle à plus de prudence. Les acteurs humanitaires, qui devaient se rendre à Mutchaliko et Lowa dans le district de la Tshopo pour évaluer des personnes déplacées internes dans le territoire d'Ubundu, ont été tout simplement

empêchés d'accès par l'armée congolaise. Une opération militaire dans la région contre les miliciens du colonel Thoms, révèle Ocha, serait imminente. À cause de l'insécurité qui règne dans ce coin du pays, Ocha fait savoir qu'un éventuel affrontement armé pourrait arrêter l'élan de retour des populations déplacées. Ce qui entraînerait de nouveaux déplacements des civils et, surtout, réduire l'espace humanitaire. « La communauté humanitaire appelle les parties à un règlement pacifique des différends afin d'éviter aux populations civiles d'autres graves problèmes de protection », indique Ocha.

Néanmoins, dans les Uele, l'agence onusienne note une diminution du nombre d'incidents de protection perpétrés par des présumés combattants de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) au cours du mois de juin. Des

cas d'enlèvements, pillages, attaques, tueries sont de moins en moins enregistrés. « Selon plusieurs observateurs, cette baisse refléterait les difficultés auxquelles sont confrontés ces hommes armés qui n'agiraient maintenant que pour leur survie. Cependant, la communauté humanitaire redoute que l'appel lancé par des autorités centrafricaines pour la reprise de la traque contre la LRA ne pousse les miliciens à trouver refuge dans la région frontalière entre les deux pays, notamment dans le Bas-Uele », souligne Ocha. À l'instar de la situation sécuritaire précaire, la situation sanitaire dans la province orientale n'est pas bonne. On note plus de vingt-cinq mille cas de paludisme avec une soixantaine de décès enregistrés en une semaine.

Aline Nzuzi

COOPÉRATION

L'action Beth-Israël suit son cours

Scellée à nouveau à la faveur de la « Grande rencontre de prière et de réconciliation israélo-congolaise » tenue le 10 mars dans la cathédrale du Centenaire, les relations entre les deux nations amies désormais au beau fixe veulent se raffermir davantage au travers du « Mémorial de l'amitié ».

Point culminant de la démarche enclenchée avec détermination à l'initiative du Hesed le 9 décembre 2012, le culte de réparation de mars dernier était une étape déterminante mais non un terminus. Il constitue en fait le point de départ d'une nouvelle ère fraternelle qui s'inscrit dans la continuité d'une vision partagée et nourrie de la volonté commune de concourir ensemble au bonheur des deux peuples. Pensée reconfirmée par l'écrivain Moïse Rahmani, auteur de « *Juif du Congo, la confiance et l'espoir* », et sa fille Daniela, présents à la « *Soirée israélo-congolaise* » du 9 juillet dans l'auditorium du Fleuve-Congo Hôtel. Comme l'ont signifié Éric Mulumba et Aslan Piha à l'occa-

sion de la rencontre du Fleuve-Congo Hôtel, l'érection du « *Mémorial de l'amitié* » est désormais une priorité au même titre que l'est la construction du Centre Beth-Israël. Le cadre, ont-ils une fois de plus dit, sera un lieu de culture et de partage. Pour le président de la communauté israélienne au Congo et consul honoraire, Aslan Piha, le « *mémorial va prôner et consolider l'amitié entre les peuples et tous les êtres humains quelle que soit leur race* ». Propos confortés par l'administrateur du Hesed qui voit aussi en ce monument le lieu d'« *honorer la mémoire des personnes préjudiciées* » par les événements douloureux qui ont entaché les relations entre la RDC et Israël. Certes, il servira à la « *réhabilitation de la mémoire du peuple mais aussi de signe ou symbole pour les générations futures afin qu'elles ne commettent pas les mêmes erreurs* », a renchéri Éric Mulumba. Une présentation sommaire du Centre Beth-Israël au travers des objectifs qui lui sont assignés a été faite à l'assistance



Une vue des orateurs de la soirée tenue au Fleuve-Congo Hôtel

nombreuse venue manifester son adhésion à l'action conjointe du Hesed et des communautés chrétiennes, particulièrement les Assemblées de Dieu (AD). Après avoir promis d'y revenir de manière plus élaborée dans les mois à venir, Éric Mulumba a affirmé qu'il servira à la défense « *des valeurs judéo-chrétiennes, entre autres, l'amour, le partage, le respect de l'autre, la justice, l'éducation, etc.* ». Quitte à préciser ici qu'il ne s'agira pas de « *prôner un enseignement quelconque* » mais bien d'« *inciter les*

chrétiens à agir conformément aux préceptes bibliques ».

Beth-Israël va concourir à « *la mise en œuvre des projets dans les domaines de l'éducation, de l'économie de sorte que les églises se montrent efficaces et soient à même d'influencer positivement leur environnement* », a-t-il conclu. L'édifice qui abritera le centre comprendra, entre autres « *une salle d'exposition dont le contenu rendra compte des apports des communautés juives dans le monde et au Congo ; une bibliothèque fort*

riche pour tous les niveaux de l'enseignement, du primaire à l'université et un Bureau d'études dans les domaines socioéconomique et agricole ». Car, a commenté Éric Mulumba, « *il est plus facile d'assimiler en face des choses palpables. Outre ces services, le centre entend organiser des voyages en Israël de sorte que les gens se rendent véritablement compte que la Bible est un livre véridique qui rapporte des faits réels* ». Plutôt destinés à raffermir les liens des communautés, ils n'auront pas une fonction touristique à proprement parler. Unanimes avec le Grand Rabbin de Bruxelles, Albert Guigui, Aslan Piha et Éric Mulumba ont sollicité l'implication de chaque Congolais à la réalisation des prochains projets. Le consul honoraire s'est montré plus pressant et explicite. « *Ne ménageons aucun effort pour le faire. L'état d'Israël suivra de près l'évolution de notre démarche* », a-t-il dit à l'intention des deux communautés.

Nioni Masela

SOCIÉTÉ CIVILE

Lancement des activités du premier forum national

L'objectif est, entre autres, de mettre en place un cadre de concertation et de dialogue sur les politiques nationales de développement et d'échanges entre les organisations de la plate-forme.

Du 17 au 20 juillet, la ville de Kinshasa abritera les travaux du premier forum national de la société civile qui vise aussi d'approfondir l'analyse contextuelle sur le plan politique, sécuritaire, économique et social des provinces en vue de déboucher sur un plan d'action national des organisations de la société civile (OSC) de la RDC. Il s'agit, en outre, de favoriser des actions stratégiques pour un ancrage du cadre au niveau local entre la société civile et la population à travers les dynamiques locales et les groupes thématiques.

Au cours d'une conférence de presse animée conjointement avec Mgr Milenge de l'Église du Christ au Congo, Me Marie André Mwila Kayembe a laissé entendre que ce forum s'érige en une rencontre d'échange, de concertation, de renforcement des capacités et de décisions des délégués des leaders des OAC locales, provinciales et nationales et de restructuration de la société civile elle-même.

Selon lui, il s'agit des « *états généraux de la société civile* », lesquels états-permettront « *de réfléchir et de poser les premiers jalons sur les mécanismes de fonctionnement et de partenariat du modèle de ce cadre de concertation et de dialogue, comme espace devant favoriser le travail en synergie, canaliser les différentes opinions, avoir une banque des données des OSC, avoir un même idéal et une vision d'ensemble par rapport aux besoins de la population congolaise et des OSC à la base. Renforcer davantage l'approche groupes thématiques en vue de rendre la Société civile plus efficace et plus professionnelle* ».

À en croire le secrétariat technique national du comité de suivi de la société civile, la tenue de ce forum est motivée par l'exécution des recommandations du symposium national de la Société civile qui s'est tenue en 2009 et a porté sur la requalification et la professionnalisation de la cette structure.

Cette rencontre nationale accueillera soixante délégués des provinces et de territoire, à raison de cinq par province et environ quatre-vingt délégués de Kinshasa et les partenaires. Ces délégués sont désignés selon des critères établis, en respectant le genre, le poids de la représentativité et de légitimité de l'organisation d'appartenance, la représentation des districts et territoires, l'expertise et l'appartenance à des thématiques spécialisées, la capacité d'analyse, de production et de créativité, la personnalité et la moralité ainsi que l'engagement du délégué dans la société civile et dans le processus de requalification de la société civile.

Pour information, ce premier forum bénéficie de l'appui technique et financier du gouvernement à travers le ministère du Plan, Christian Aid, la Monusco, le Pnud, l'Union européenne, la Coopération britannique à travers DFID, l'ambassade de Belgique et l'ambassade de France en RDC.

Gypsie Oissa

PROTECTION DE L'ENFANT

Prestation de serment des juges nouvellement nommés dans les tribunaux pour enfants

Le siège principal de Kinshasa sera présidé par le juge Kashama Ngoie qui sera secondé par cinq autres juges dont trois femmes.

La salle d'audience de la cour d'appel de Kinshasa a siégé en audience solennelle, le 11 juillet, pour donner acte au renouvellement de serment de près de dix-sept juges nommés récemment pour prester dans les tribunaux pour enfants dans la ville de Kinshasa.

L'article 13 de la loi organique portant statut du magistrat stipule que le magistrat nommé ou désigné à de nouvelles fonctions renouvelle son serment devant la juridiction où il est placé. C'est un rituel très important dans la carrière du magistrat. « *Je jure de respecter la constitution et les lois de la République démocratique du Congo et de remplir loyalement et fi-*

dèlement avec honneur les fonctions qui me sont confiées », telles sont les paroles prononcées par les juges nouvellement nommés. Le tribunal, présidé par Mme Ngiam Ndeni, a donné acte au serment prononcé par Kashama Ngoie, président du tribunal pour enfant, siège principal de Kinshasa. À son tour, ce dernier a donné acte aux serments prononcés par les cinq autres juges qui devront travailler sous sa direction. En outre, les présidents et juges des tribunaux pour enfants, siège secondaire de Ngaliema, Matete, Kalamu et Kinkole ont également prêté serment devant le tribunal dont la chambre a été constituée à cet effet.

Il faut noter que les juges nouvellement nommés dans les tribunaux pour enfants ont une lourde tâche, celle de resocialiser les enfants en

conflit avec la loi qui, pour la plupart des cas, ne bénéficient pas d'un accompagnement judiciaire adéquat. Les statistiques établies pour la période allant du 10 octobre 2012 au 8 mars 2013 indiquent que 3124 dossiers ont été traités par les avocats des barreaux de Kinshasa. De ces chiffres, il ressort que seulement 1039 enfants en conflit avec la loi dont quarante-six filles ont été effectivement assistés et seulement trois de ces enfants ont été libérés, alors que 548 enfants en liberté et 491 enfants en détention ont bénéficié de l'assistance des avocats. Jusqu'à ce jour, l'assistance judiciaire effective des enfants est en deçà de 10% du résultat escompté, à savoir le désengorgement de la cellule de détention située au pavillon 10 de la prison centrale de Makala.

G.O.

PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le FMI revoit ses prévisions de croissance à la baisse

L'institution financière internationale a prévu un ralentissement à 5% en 2013 et 5 ½ en 2014, soit ¼ point de pourcentage en moins par rapport aux perspectives économiques mondiales publiées en avril de cette année.

À en croire le Fonds monétaire international (FMI), plusieurs facteurs expliqueraient ce ralentissement. Il y a « *les goulets d'étranglement dans les infrastructures et autres contraintes de capacité, le ralentissement de la croissance des exportations, la baisse des cours des produits de base, les craintes sur le plan de la stabilité financière et, dans certains cas, l'affaiblissement du soutien de la politique monétaire* ». Même la Chine,

puissance émergente, n'échappera pas à ce ralentissement. En effet, sa croissance atteindra en moyenne 7 ¾ en 2013-2014, soit ¼ et ½ point de pourcentage de moins que la prévision d'avril 2013.

L'on s'inquiète de l'affaiblissement de la croissance et des risques de sorties de capitaux. Une croissance moins que prévue aurait pour conséquence de réduire la marge de manœuvre budgétaire de certains pays. Dès lors, pour contre-attaquer cette évolution, l'une des actions est d'assouplir la politique monétaire. « *Les taux directeurs réels sont déjà faibles, et les sorties de capitaux et les effets de nouvelles dépréciations monétaires*

sur l'inflation pourraient limiter les possibilités d'assouplissement ». Globalement, la croissance mondiale n'a progressé que très légèrement au premier trimestre de 2013, au lieu de continuer de s'accélérer comme prévu lors de la publication des perspectives économiques mondiales en avril 2013. « *Ces résultats insuffisants s'expliquent par une croissance qui reste inférieure aux prévisions dans les principaux pays émergents, une récession plus profonde dans la zone euro et une expansion plus lente que prévu aux États-Unis. Par contre, la croissance a été plus vigoureuse que prévu au Japon* ».

Laurent Essolomwa

RECENSEMENT DE LA POPULATION

Le gouvernement entame l'étape de la cartographie

Cette opération est la première phase importante pour dénombrer les habitants du pays.

Le ministre congolais du Plan, Célestin Vunabadi, a indiqué, le 11 juillet, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la population, que ses services s'attelaient à démarrer la cartographie, en vue du recensement de la population. Le ministre, qui a rassuré sur la fin de la phase préparatoire permettant l'amorce de cette étape, a également noté le recrutement du personnel qualifié pour l'accomplissement de cette tâche. « Très prochainement, nous allons procéder au recrutement de l'expertise nécessaire et au déploiement des équipes sur le terrain pour conduire cette opération de cartographie qui va prendre pratiquement neuf à douze mois », a-t-il affirmé.

De l'avis du ministre du Plan, la cartographie, qui est l'étape essentielle, consiste à identifier les aires de dénombrement de la population. Ces aires, a-t-il expliqué, sont constituées d'un échantillon de population, d'un certain nombre de personnes par circonscription,

par aire géographique, qui subordonne l'élaboration des cartes. Le recensement proprement dit, porte sur trois étapes essentielles. Il s'agit, en plus de la phase préparatoire, de la cartographie, du recensement pilote et du dénombrement. Le ministre Célestin Vunabadi a également rassuré que



Le ministre Célestin Vunabadi / Photo Tiers

le gouvernement s'est mis d'accord avec ses partenaires au développement sur la méthodologie de cartographie dont le coût global est estimé cent quarante millions de dollars américains.

Lucien Dianzenza

FOOTBALL-TRANSFERT

Yannick Bissio quitte DCM pour Aviação en Angola

Bien accueilli à Aviação où il retrouve d'autres Congolais comme Marcel Mbayo et Daniel Bakongolia, l'attaquant congolais va vivre une nouvelle expérience dans la Girabola. Et l'objectif du club est de figurer parmi les sept premiers à la fin de la manche retour.

Le mercato d'été est ouvert depuis la fin des saisons. Et en RDC, l'on constate le mouvement des footballeurs qui change des clubs. C'est le cas de Yannick Bissio Iyeli (21 ans), surnommé Bissio Goal ou encore Papa-aye-nasachet. En fin de contrat avec Daring Club Motema Pembe, ce renard des surfaces a quitté Kinshasa pour Luanda où il va évoluer au sein de la formation d'Aviação d'Angola. Il a paraphé un contrat de six mois. Il va donc expérimenter la Girabola, le championnat angolais de première division.

À Aviação, il va jouer avec d'autres footballeurs congolais, notamment le gardien de but Kikanda Kaniki (an-

cient du FC Saint-Éloi Lupopo), Mpongo (venu du Racing club de Kinshasa), l'ancien milieu international Mbayo Kibemba, alias Syla (qui a quitté Tubize en D2 Belge), l'attaquant Daniel Bakongolia, alias Danibut (ancien de Malekesa, Sanga Balende, Marila Pribam en République Tchèque et aussi en Hongrie) et enfin Trésor Lumbala. « J'ai été bien accueilli et l'ambiance est saine au sein du groupe. L'équipe ambitionne de figurer parmi les sept premiers du championnat à la fin de la manche retour du championnat », a déclaré Yannick Bissio aux *Dépêches de Brazzaville*.

C'est au sein de la formation d'Elonga en D2 de l'Entente urbaine de football de Kinshasa Lipopo que Yannick Bissio a été découvert en 2007 après avoir terminé la saison comme meilleur buteur avec vingt-neuf buts. FC Les Stars



Yannick Bissio

du feu président Pathy Mongomba l'a engagé pour une durée de deux ans, avant de se retrouver ensuite au sein du Daring Club Motema Pembe de Kinshasa. Yannick Bissio a donc un nouveau challenge avec Aviação après avoir fourbi ses armes chez les immaculés avec lesquels il a disputé le championnat national et la Coupe de la Confédération. L'objectif est donc de vivre à nouveau une expérience africaine avec ce club angolais habitué aussi des compétitions continentales interclubs.

Martin Enyimo

GAVI

La structure envisage une approche taillée sur mesure pour la RDC

L'Alliance mondiale pour le vaccin et la vaccination (Gavi) appuie la RDC depuis 2002. Grâce à ce partenariat, cette institution a pu mobiliser en faveur du pays près d'un demi-milliard de dollars américains.

Compte tenu des spécificités de la RDC et des défis auxquels le pays fait face, Gavi envisage de mettre en place une nouvelle approche qui sera taillée sur mesure, c'est-à-dire elle tiendra compte de certaines particularités du pays. Cela dans le seul but d'améliorer les activités de la vaccination et, par conséquent, améliorer le système de santé.

La mise en œuvre de cette nouvelle approche a fait l'objet d'une réunion entre le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, et la délégation de Gavi conduite par le Dr Marthe Sylvie Essengue-Elouma, coordinatrice régionale Afrique de l'Ouest et du centre des pays francophones.

Il était question au cours de cette séance de travail, explique le Dr Marthe Sylvie, de réfléchir sur le développement d'une nouvelle approche taillée sur mesure pour la RDC. « Nous voulons au fait nous assurer que l'approche que nous utilisons dans le cadre de l'accompagnement de Gavi va effectivement atteindre les résultats escomptés par la RDC et elle nous permettra d'accompagner véritablement le pays à réaliser ses objectifs de vaccination et, par conséquent, améliorer la santé des Congolais. Nous voulons que le financement qu'apporte Gavi soit efficace et efficient pour le pays ».

Selon le Dr Marthe Sylvie, l'approche taillée sur mesure est une décision prise en fin d'année dernière par le conseil d'administration de Gavi-alliance. Celui-ci s'est rendu compte que les politiques de Gavi ne peuvent pas être appliquées dans tous les pays parce que chaque pays a un contexte, des défis et des difficultés qui lui sont spécifiques. La nouvelle approche de Gavi propose donc des flexibilités aux pays bénéficiaires du financement de cette institution mondiale. La nouvelle approche qui sera appliquée par la RDC prendra aussi en compte des réformes qui se font dans le secteur de la santé, notamment en ce qui concerne la mise en place des divisions provinciales de santé. « Il faut que le soutien de Gavi puisse inclure ces divisions provinciales de santé qui n'existaient pas au moment où nous avons commencé le partenariat avec la RDC », reconnaît le Dr Marthe-Sylvie Essengue.

D'ici la fin du mois, laisse-t-elle entendre, cette approche taillée sur mesure sera claire et le pays pourra l'utiliser.

Aline Nzuzi

VIE DES CLUBS

Pas de transfert chez V.Club

Le président sportif de V.Club, le général Gabriel Amisi, a exhorté les joueurs à ne pas faire défection. Pour le membre du conseil suprême du club, François Siki, V.Club a raté le titre national suite aux manigances.

Les joueurs de V.Club ne sont pas transférables. C'est la déclaration du général Gabriel Amisi Kumba, alias Tango Four, président du comité de direction des Dauphins noirs de Kinshasa, le 9 juillet au cours d'une rencontre de la famille vert et noir à l'Hôtel Estoril. Et le transfert d'un joueur, a-t-il continué, se fera dans les conditions requises, avec l'aval des dirigeants du club et des sages du conseil suprême de V.Club. Les joueurs ont donc été mis en garde en cas de défection.

Gabriel Amisi les a exhortés à ne pas s'éparpiller en cette période de repos et à considérer la valeur du club afin d'afficher un comportement digne. L'on note aussi que l'entraîneur principal, Florent Ibenge Ikwange, est maintenu à son poste et qu'à la date indiquée, il amorcera la reprise des entraînements pour la saison prochaine selon le programme qu'il a déjà élaboré à ce sujet.

Le représentant du conseil suprême de V.Club, François Siki Ntetani Mbemba, n'est pas allé par le dos de la cuillère dans son mot aux joueurs : «



Amisi Kumba, président sportif de l'AS V.Club de Kinshasa

Vous formez la meilleure équipe du championnat de la Ligue nationale de football, pour la saison 2012-2013, sur le plan technique et tactique. Mais si vous avez raté de peu le titre, encore cette fois cette année, c'est suite aux manigances et pesanteurs créées expressément par les organisateurs, manipulés par leur club pour lequel ils ne se gênent jamais pour lui offrir à chaque fois un titre non mérité ». Siki Ntetani est revenu sur la désignation de l'arbitre Mukala de Mbuji-Mayi pour officier le match Mazembe contre V.Club à Lubumbashi (2-1) le 28 avril 2013 et qui a validé le

deuxième but de Mazembe malgré une faute flagrante sur le gardien de but Hervé Lomboto de V.Club. Grâce à cette victoire, Mazembe est passé en tête du classement. « Ce même arbitre avait été désigné pour le match non joué entre Mazembe et V.Club le dimanche 23 septembre 2012 à Lubumbashi, initialement prévu au stade Frédéric-Kibasa par le comité de gestion de la Linafoot, cette rencontre avait été déplacée sans que V.Club ne soit informé de manière réglementaire au stade TP Mazembe », a-t-il rappelé.

M.E.

DÉTENTE ET LOISIRS

La colonie de vacances « À livre ouvert » plaît beaucoup

Marie-Louise, 12 ans révolus, trouve fort à son goût cette activité qui réunit chaque jour, depuis le 9 juillet, une cinquantaine d'enfants de la ville dans la cour de la Délégation Wallonie-Bruxelles située à Gombe.

Si le livre demeure au centre des activités de la colonie, les enfants sont occupés à bien d'autres choses de 9h à 16h. En effet, le 12 juillet, jour de la semaine où se sont retrouvés les enfants, a été très mouvementé. En matinée, occupés à lire, ils avaient tous le nez plongé dans le livre que chacun s'était librement choisi dans une des malles bleues disposées contre un mur, les fameuses bibliomalles du programme de lecture publique du Centre Wallonie-Bruxelles constamment ouvertes, prêtes à être consultées.

Sur le coup de midi, la modératrice, Marie-Louise, s'est avancée vers le micro placé devant le mini podium où devait se produire le groupe Wasssa l'heure suivante. Sa besogne consistait à désigner de la main un enfant parmi les enfants qui désiraient partager avec les autres une chanson, une récitation, un conte, un résumé de leur lecture ou même celui qui devait passer sur la « scène ». Prenant sa tâche sérieusement, elle invitait ainsi les enfants à passer un à un pour faire profiter aux autres leurs connaissances. Ce moment de détente qui a duré près d'une bonne heure a servi de tribune d'expression à une dizaine d'entre eux. Particulièrement attendrissante était la prestation de la benjamine de la colonie.

C'est sans complexe que la petite Précieuse âgée d'à peine trois ans, elle a dit son



Les enfants plongés dans la lecture

âge au micro, s'est retrouvée à deux reprises face à ses camarades. La première fois, elle a récité et la seconde, c'est une chanson qu'elle a tenu à partager. Et pendant que Waassa se préparait à livrer son concert, les casse-croûtes étaient déballés et

les enfants refaisaient leur réserve en énergie. Boissons sucrées, pains et petits gâ-

Jocelyne, la chanteuse de Waassa, ils ont pris du bon temps à danser et sautiller. Le tableau était presque similaire avec les artistes qui se sont succédé pendant toute la semaine dernière. Pour la prochaine rencontre, la musique n'aura que très peu de place avec le spectacle de la percussionniste Huguette Tolinga prévu pour le 17 juillet. Le conte et le livre auront la primauté avec les échanges et exposés des auteurs et conteurs organisés de lundi à vendredi. Ce 15 juillet, l'écrivain Di Deni va donner le ton, suivi mardi du conteur Robert. Pour finir, jeudi et vendredi vont se succéder le conteur Martin Makitako et le jeune écrivain Richard Ali Mutu. Responsable du programme de lecture publique Bibliomalles, José Bau s'est réjoui de la grande participation des enfants à la colonie « À livre ouvert ». Il a, du reste, encouragé les parents de la ville à y envoyer leur progéniture rappelant que l'accès est gratuit. « Il suffit de prévoir un casse-croûte pour midi et rien d'autre. La colonie s'occupe du reste ». a-t-il dit aux Dépêches de Brazzaville.

Nioni Masela

STYLISME

L'Isam résolu à faire rimer style et art

Les modèles présentés par près de trente mannequins, le 6 juillet, à la Halle de la Gombe ont traduit les efforts fournis par l'institut national pour réellement aboutir à « une nouvelle ère dans la mode congolaise ».

Le thème de la soirée loin d'être un simple vœu pieux se veut une réalité à venir grâce à la dynamique imprimée au sein de l'Institut supérieur des arts et métiers de Kinshasa (Isam). La communauté Isam s'est donnée corps et âme à la réalisation du défilé qui a accueilli du monde. Étudiants, tout comme enseignants, ont déployé énergie et savoir-faire pour en faire un événement à part entière.

Pour la circonstance, les étudiants n'avaient pas hésité à « retourner leur veste ». Point de reproches à leur faire puisque le « transfuge » en mannequin a eu du bon. Pour certains, l'on aurait pas vendu la mèche et personne ne se serait douté de rien. Portant eux-mêmes les modèles qu'ils ont confectionnés avec délicatesse, ils étaient tout à l'honneur sur le podium au rythme de leurs allées et venues. Les sorties, il y en avait eu huit pour sept catégories de vêtements. Ainsi, malgré une impression de déjà-vu au premier coup d'œil, à y regarder de près, il était possible de déceler bien d'originalités, preuve de cette créativité dont se réclame l'Isam. Le pagne diversement utilisé par les créateurs de mode s'est prêté à la réalisation de toutes sortes de création au gré de leur imagination.

De la pure fantaisie aux coupes distinguées en passant par les mélanges les plus stylés aux plus osés, il y avait toujours quelque chose qui accrochait. Un large éventail de couleurs avec des assemblages de matières fort diversifiés dont celui improbable du pagne avec les sacs de riz en polypropylène tissé. Le pagne était servi prêt à porter décliné à tous les tons, chauds et froids se côtoyaient toujours. Et dans la variété des imprimés exploités, le motif africain avait une place de choix. Et, pour allier tradition et modernité, les stylistes ont choisi de recourir au raphia et au tissu kuba. En effet, au même titre que les tenues relax pour citadins ; les toilettes élégantes adaptées pour les lieux du travail ; le libaya et le kanzaku, ces camisoles que les Congolaises ont en particulière affection et qui les mettent tout à leur avantage ; les tenues appropriées pour la danse et les soirées de gala, cocktail ou autres cérémonies du genre, les tenues traditionnelles à l'instar des robes de princesse kuba avaient aussi leur place dans le défilé. Les mariés aussi trouvaient leur compte dans la panoplie des modèles proposés.

La vue des mannequins qui des fois suscitait étonnement,

l'Isam avait fait fi du conformisme habituel en proposant des tenues pour hommes et femmes, jeunes moins jeunes de petite ou de forte corpulence. Petites et grandes tailles, du 36 au 50 au moins étaient au rendez-vous sur le podium. Les enfants même ont eu droit à leur part au côté des adultes. La cerise sur le gâteau c'était l'avant-dernière sortie où le sarouel régnait en maître. Patrick Sivi, qui a confié aux Dépêches de Brazzaville son particulier goût pour l'inhabituel, il ne jure que par l'extravagance et la transformation, a présenté son fameux 13e apôtre. Une mise en scène a été nécessaire pour le déploiement d'un de ses créations, un ensemble féminin à rayures. Un sarouel assorti à un chemisier vert et brun, qui a eu pour effet d'amuser, ne manquait pas de surprendre aussi avec son haut chapeau conique à la Merlin et une cape comme accessoires de même tissu. Au bout du compte après une série de manipulations, la cape a été transformée en parasol avec au bout le fameux chapeau de Merlin. Un tableau final que les amateurs de mode présents ont aimé et tout particulièrement applaudi.

N.M.

étaient les menus que l'on retrouvait sur presque toutes les tables. Alors que les derniers morceaux disparaissent dans les petites bouches gourmandes, Waassa débutait son petit show avec la nouvelle version de « Bayibi Ngai Bomwana » de Jean Goubald chantée en featuring avec le chanteur hip-hop Lexxus Legal désormais rebaptisée Ma parole.

Les tables vidées et le ventre plein, plus disposés à suivre le concert, les enfants ont tous été invités à se rapprocher de la scène, un déplacement réalisé avec promptitude. Il était plus facile ainsi aux artistes de s'amuser avec les enfants. Alignés à côté de

KIMPESE, BAS-CONGO

Le père Charles Kusika poursuit sa campagne sur le pain au manioc

L'agro-industriel propriétaire d'une usine de transformation du manioc tient à son projet de réduire de 15% la farine de blé.

Au cours d'une rencontre organisée à la cité de Kimpese, à 140 km de Kinshasa, il a une fois encore rappelé les économies à tirer de l'introduction graduelle de la farine de manioc dans la fabrication du pain. Il a redit son espoir de proposer aux consommateurs congolais du pain fabriqué à 15% avec le manioc, puis à 50% et enfin à 100% dans l'avenir, balayant du revers de la main toutes les critiques sur la qualité du produit final. Selon lui, le pain produit avec du blé incorporé à hauteur de 85% permet de minimiser son coût d'importation. En chiffres, a-t-il poursuivi, cela pourrait donner des économies de l'ordre de 500 millions de dollars américains.

S'inspirant des statistiques disponibles, il a insisté sur le fait que les deux principaux minotiers du pays, en l'occurrence Mino-Congo et la Minoterie de Matadi, enregistraient des ventes annuelles de 4 milliards de dollars américains. Ainsi en évoquant les 500 millions de dollars américains d'économies, le révérend père Charles Kusika a basé ses calculs sur les 15% à récupérer. Si le projet a fasciné le gouvernement au point de le pousser à proposer un approfondissement de la réflexion en prélude, ont estimé certains analystes, à des mesures plus strictes de fabrication du pain, la question est loin de faire l'unanimité parmi les experts inquiets de ne voir se développer que la problématique en rapport à la réduction du coût de production sans un débat de fond sur la contribution en éléments nutritifs additionnels.

Laurent Essolomwa

FESPAM

La 9^e édition rend hommage à Nelson Mandela

C'est ce qu'a déclaré le ministre congolais de la Culture et des arts, Jean-Claude Gakosso, le 13 juillet, à l'ouverture de cette neuvième édition du festival panafricain de musique (Fespam). Une annonce faite devant le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, la Directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, invitée spéciale, et Yvonne Chaka Chaka, artiste sud-africaine et marraine de cette édition du Fespam.

Dès l'entame de cette belle fête musicale africaine, c'est le député maire de la ville de Brazzaville, Hugues Ngoulondélé, qui a souhaité aux festivaliers un agréable séjour dans sa ville, berceau de la rumba congolaise et siège du conseil africain de la musique.

Irina Bokova, qui lui a succédé à la tribune, a déclaré que Brazzaville était l'épicentre de la musique mondiale. Il suffit de se promener dans ses rues pour entendre comment les musiques du monde sont chantées, et reconnaître les rythmes de la Rumba congolaise, du Soukous, du Ndombolo, du Coupé décalé, etc. « Nous célébrons la neuvième édition du Fespam sous le signe : des musiques africaines, vecteur d'authenticité et facteur d'émergence, au lendemain du cinquantenaire de l'Union africaine, sous les couleurs de la renaissance africaine. »

Reconnaissant que la musique porte l'identité, la dignité et la paix, elle a profité de rendre un hommage mérité aux artistes africains : les bantous de la capitale ; Jean Serge Essous (ambassadeur des bonnes volontés de l'Unesco) ; Aïcha Koné ; Myriam Makeba ; Magic System ; Youssou N'dour ; Manu Dibango ; Yvonne Chaka-Chaka ; Pierre Akendengué ; Papa Wemba ; Koffi Olomide...

Le Congo a célébré la plus palpitante

des rencontres fusionnelles

Jean-Claude Gakosso, ministre de la Culture et des arts, du haut de la tribune, n'a pas manqué de le dire. Le Congo a célébré la plus palpitante des rencontres fusionnelles de la jeunesse africaine autour de cet art qui a l'approbation des dieux de l'Olympe : la musique.

« Au moment où s'allument les feux de la rampe pour éclairer d'une myriade

« une pensée pieuse pour accompagner, dans son ultime combat, un homme arrivé au crépuscule de sa vie ; un homme qui aurait pu, peut-être, être l'invité spécial de cette fête musicale panafricaine, s'il n'était cloué au lit par la maladie ; un homme dont l'existence résume à elle seule les rêves de liberté et d'accomplissement de l'humanité toute entière, à savoir ; Nelson Mandela, héros de la lutte anti-Apartheid, étoile polaire



Le chef de l'État entouré de Rhode Bath Makoumbou, Mme Bokova, Marie Françoise Ibovi, Jean-Claude Gakosso et Dieudonné Moyongo

de rayons lumineux les plus belles expressions artistiques africaines ; au moment où va se répandre dans le ciel de Brazzaville, cité culturelle et sanctuaire des arts, s'il en est un, ici au cœur de l'Afrique, au moment où va se répandre la clameur de ces gorgées de soleil et où va se propager ; à la manière d'une onde de choc, l'écho de ces instruments de musique divers et variés que vont manier les plus talentueux des artistes du continent », l'Afrique se doit d'avoir

de la longue marche de son peuple vers la liberté, père de la Nation arc-en-ciel, qu'est l'Afrique du sud, pour laquelle, la neuvième édition a été dédiée. » Enfin, le ministre Jean-Claude Gakosso a prié les africains d'agir dans tous les azimuts en faveur de la créativité artistique ; en faveur de l'innovation esthétique ; en faveur de l'art populaire qu'est la musique.

Après quoi, le président de la République, a déclaré ouverte la neuvième

édition du Fespam. Mais bien avant, il a décoré à titre exceptionnel, dans l'ordre du dévouement congolais au grade d'officier : Rhode Bath Schéba Makoumbou et Marie Françoise Ibovi, respectivement artiste-peintre-sculpteur, et écrivaine congolaises qui ont remporté le Grand Prix des Arts et des Lettres du Président de la République, édition 2012. Puis dans l'ordre de la légion d'honneur au grade de la médaille d'or,

ainsi la beauté de la fête.

Et laissant place à la musique, c'est Yvonne Chaka-Chaka qui a ouvert le bal. Très applaudie, cette grande dame de la chanson est une artiste authentique qui incarne, peut-être mieux que quiconque dans son pays, l'idée d'émergence à travers la musique. Une artiste qui aura la charge et l'honneur de porter, pendant deux ans, les couleurs du Fespam, comme marraine. C'est d'ailleurs dans ce contexte, que les musiciens de la République démocratique du Congo (RDC) en l'occurrence, Tshala Muana, Mbilia Bel et Felix Wazékwa, venus assister à la cérémonie d'ouverture, sont montés sur le podium, à titre de reconnaissance, pour l'honorer.

A suivi, le groupe Bana C4, un groupe de jeunes congolais vivant en France qui a donné un nouveau visage à la danse et à la musique afro-caribéennes en alliant originalité et énergie.

Le show véritable a commencé réellement avec le charismatique musicien de la RDC, Noël Ngiama Makanda Werrason. Très attendu par ses fans, Werrason a présenté une chorégraphie sans pareille. Le groupe éthiopien, Lucy Band, lui a succédé avant que le public ne découvre Roga-Roga, réputé pour avoir valorisé la musique congolaise sur la scène internationale. Comme prévu, il a électrisé la foule avec ses animations et chansons comme « Contentieux » ou « Simba ». L'applaudimètre de la soirée a vraiment été actionné par le groupe P. Square, composé du duo Paul et Peter. Un menu étudié pour un public de mélomanes brazzavillois très exigeant et qui a quitté le Stade Félix Eboué, plus que ravi avec la décision de revenir ou d'aller vers d'autres sites prévus dans la ville.

Bruno Okokana

Un show mouvementé

Le show du lancement de la neuvième édition, a été ouvert par le groupe Diaz production. Un show exprimant le combat des peuples noirs, des peuples africains pour l'obtention de la liberté. Un spectacle inédit, riche en son et lumières, qui a été immédiatement suivi par les feux d'artifices, qui ont duré une vingtaine de minutes, augurant

RÉFLEXION

Le nouvel âge des Dépêches de Brazzaville

Nous étions en France, à Paris précisément, en ce début d'automne 1996. Et pour la première fois je rencontrais l'homme qui avait présidé aux destinées du Congo pendant plus de dix ans avant de céder la place, quatre ans auparavant, à l'issue d'un processus démocratique que la communauté internationale avait jugé exemplaire. Le but de notre entretien était de finaliser un article à paraître dans la très sérieuse et très respectée Revue des Deux Mondes, article consacré à ce qui relevait alors de l'utopie et qui, aujourd'hui, figure tout naturellement au premier plan des préoccupations politiques : l'intégration régionale.

Commentant la thèse qu'il développait dans cet article, Denis Sassou N'Guesso attira l'attention du journaliste que j'étais – et que je suis toujours – sur le fait que ce mouvement historique n'irait pas sans un abaissement définitif des frontières et la création de médias adaptés à ce nouvel environnement. Il ne suffira pas, disait-il, de faciliter les échanges matériels entre les peuples pour créer une véritable communauté du Bassin du Congo ; il faudra aussi et simultanément agir pour que l'information circule sans entraves d'un pays à l'autre, pour que la communication

serve de ciment à ce nouveau et vaste ensemble humain.

De cette conversation à bâtons rompus naquit, quelques semaines plus tard, l'Agence d'information d'Afrique centrale et ses différentes composantes, au premier rang desquelles figurent aujourd'hui Les Dépêches de Brazzaville. Prise dans l'étau des guerres civiles de 1997 et 1998, l'Adiac y acquit ses lettres de noblesse en diffusant sur le réseau internet naissant des informations justes, contrôlées, vérifiées à bonne source qui éclairèrent bien des observateurs sur ce qui se passait réellement dans cette partie du continent. Et tout naturellement, lorsque la paix revint sur toute l'étendue du territoire national, ce qui n'était à l'origine qu'une modeste entreprise de presse s'agrandit, s'étoffa, jusqu'à devenir l'un des plus importants médias écrits de l'Afrique centrale.

Le processus amorcé s'est étendu sur une dizaine d'années : avec, d'abord, la création d'un journal à cadence de parution mensuelle, puis hebdomadaire, puis quotidienne ; avec, ensuite, l'extension de ce journal au-delà des frontières nationales grâce à la création d'une deuxième édi-

tion, celle de Kinshasa, qui préfigure ce que sera demain, si Dieu nous prête vie, le premier groupe de presse du Bassin du Congo ; avec, enfin, la transformation de nos sites Internet qui se concrétise aujourd'hui et qui justifie cette réflexion.

Si, en effet, je reviens aujourd'hui sur la longue et passionnante aventure que nous avons vécue au cours de ces dix-sept années, c'est parce que nous franchissons, ce 15 juillet 2013, un nouveau pas décisif sur la voie que nous avons choisie il y a dix-sept ans en modifiant de fond en comble le média internet qui constitue désormais la colonne vertébrale de nos activités dans le domaine de l'information, de l'art et de la culture.

Jugez plutôt.

° Le premier volet de cet ensemble est constitué par un portail d'information en temps réel qui permet à nos lecteurs, où qu'ils se trouvent dans le monde, de suivre en continu l'information en provenance du Bassin du Congo ; avec des focus sur les nouvelles phares, des entrées possibles par thèmes, de nombreuses photos et vidéos d'actualité, des dossiers thématiques sur les sujets les plus divers. Rendez-vous pour en juger sur www.adiac-congo.com, ou sur www.brazzaville-adiac.com

° Le deuxième volet est constitué par la version électronique de notre quotidien Les Dépêches de Brazzaville qui paraît maintenant six jours par semaine, samedi compris, et qui se lit sur internet comme un journal que l'on feuillette page par page dans son fauteuil, ou à son bureau ; avec la possibilité de télécharger ses différentes éditions, mais aussi d'accéder à un fil d'actualité. Rendez-vous pour en juger sur www.lesdepechesdebrazzaville.fr, ou sur www.lesdepechesdebrazzaville.com

Alors que s'accomplit ce changement majeur nous voulons dire, ici et maintenant, notre gratitude à ceux qui nous ont accompagnés sans jamais faiblir tout au long de cette belle aventure et aussi, bien sûr, aux lecteurs comme aux internautes qui sont chaque jour plus nombreux à venir s'informer chez nous sur les vraies réalités du Congo et de l'Afrique centrale.

Ce nouvel âge des Dépêches de Brazzaville ne les décevra pas.

Jean-Paul Pigasse